

# PLAN GÉNÉRAL DE COORDINATION

EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ ET DE PROTECTION DE LA SANTÉ

> OPERATION DE COORDINATION SPS NIV 1 <

# PGC

## Op 677\_Construction d'un atelier de maintenance parachutes, engins de sauvetage et sièges éjectables

BP 20834

29408 LANDIVISIAU CEDEX



DEKRA Industrial  
241 rue du Général Paulet  
CS 62845  
29200 BREST

**Affaire n° : 5394358A**

### Coordonnateurs SPS

Conception : GREGORY ALLANIC  
Réalisation : GREGORY ALLANIC

### Modifications et évolutions

Date	Indice	Modifications apportées
13/03/2026	A	Version initiale
13/05/2026	B	Mise à jour DCE

*Document établi conformément aux dispositions de la loi « Chantiers temporaires ou mobiles » n° 93-1418 du 31 décembre 1993 et ses décrets d'application.*

Version du 13 septembre 2016

## Sommaire

<b>Préambule.....</b>	<b>5</b>
<b>Renseignements d'ordre administratif intéressant le chantier et notamment ceux complétant la déclaration préalable.....</b>	<b>6</b>
Présentation du projet .....	6
• Description succincte du projet.....	6
• Situation géographique et Description synthétique de l'environnement .....	6
• Phasage des travaux et calendrier prévisionnel.....	7
• Enclenchement de la mission.....	7
Intervenants concernés par l'opération .....	7
• Maître d'ouvrage, maître d'œuvre, coordonnateur SPS, ... ..	7
• Organismes institutionnels de la prévention .....	8
• Liste des lots et entreprises désignées par le maître d'ouvrage .....	8
<b>Mesures d'organisation générale du chantier arrêtées par le maître d'œuvre en concertation avec le coordonnateur SPS.....</b>	<b>9</b>
Description de l'environnement et des servitudes.....	9
Description de l'ouvrage à bâtir.....	11
Présence des matériaux ou matériels à risques particuliers.....	11
• Amiante – Plomb.....	11
Accès au chantier .....	11
• Véhicules et personnel.....	11
• Points particuliers.....	12
• Fléchage - Signalétique d'accès.....	12
• Affichage.....	12
• Dispositions pour que seules les personnes autorisées puissent accéder au chantier.....	12
• Equipements de Protection Individuelle (E.P.I.).....	13
Utilisation de moyens communs pendant toute la durée du chantier .....	13
• Infrastructures de chantier.....	13
• Moyens de logistique et de mécanisation du transport vertical des personnes et des charges .....	13
• Protections collectives.....	13
Voirie et réseaux divers préalables aux travaux .....	13
Installations de chantier.....	13
• Plan d'installation de chantier.....	14
• Recherche des zones d'installation du cantonnement .....	14
• Clôtures .....	14
• Affectation des installations de chantier.....	14
• Dimensionnement du cantonnement.....	15
• Protection contre l'incendie des locaux réservés au personnel.....	15
• Secours.....	15
• Nettoyage et entretien du cantonnement.....	15
Autorisations administratives et démarches diverses .....	16



<b>Mesures de coordination prises par le coordonnateur en matière de sécurité et les sujétions qui en découlent .....</b>	<b>17</b>
Voies ou zones de déplacement ou de circulation horizontales et verticales .....	17
• Généralités.....	17
• Circulations des piétons .....	17
• Circulations horizontales et verticales.....	17
Conditions de manutention des matériaux et matériels, utilisation des engins de levage .....	18
• Généralités.....	18
• Grues à tour : à montage par éléments (GME) et à montage automatisé (GMA) .....	18
• Grues mobiles : .....	18
• Grues auxiliaires de chargement de véhicules : .....	19
• Vérification des appareils et des accessoires de levage.....	19
• Autorisation de conduite.....	19
• Limitation du recours aux manutentions manuelles .....	19
• Manutentions mécaniques à partir d'un engin de terrassement .....	19
Approvisionnement, délimitation et aménagement des zones de stockage et d'entreposage des matériaux.....	20
• Approvisionnements.....	20
• Magasins .....	20
Conditions de stockage, d'élimination, d'évacuation des déchets et décombres .....	20
• Evacuation des déchets .....	20
Conditions d'enlèvement des matériaux dangereux .....	21
• Matières et substances dangereuses .....	21
• Déchets, décombres, gravats présentant un risque particulier.....	21
Protections collectives .....	21
Travail en hauteur .....	22
Installation électrique de chantier .....	23
Mesures prises en matière d'interactions sur le site .....	24
Mesures prises en matière de risques spécifiques (non exhaustives).....	24
<b>Sujétions découlant des interférences avec des activités d'exploitation sur le site à l'intérieur ou à proximité duquel est implanté le chantier .....</b>	<b>27</b>
Respect des contraintes du site .....	27
• Horaires de chantier imposés.....	27
• Horaires et contraintes de livraisons.....	27
Site en exploitation .....	27
• Risque incendie.....	27
• Evacuation des personnes en cas d'incendie .....	27
Exploitations et chantiers limitrophes ouverts ou prévus .....	27
<b>Mesures générales prises pour assurer le maintien du chantier en bon ordre et en état de salubrité satisfaisant .....</b>	<b>28</b>
Nettoyage du chantier .....	28
• Règles générales de nettoyage du chantier.....	28
Démarche environnementale, tri des déchets.....	28
• Objectifs.....	28
<b>Renseignements pratiques propres au lieu de l'opération concernant les secours et l'évacuation des personnels ainsi que les mesures communes d'organisation prises en la matière.....</b>	<b>29</b>



Organisation des secours.....	29
Sauveteurs Secouristes du Travail (SST) .....	30
Infirmierie.....	30
Dispositions en cas de travail isolé .....	30
Risque incendie .....	30
<b>Modalités de coopération entre les entrepreneurs, employeurs, ou travailleurs indépendants .....</b>	<b>32</b>
Entreprises désignées par le maître d'ouvrage.....	32
inspection commune .....	32
Etablissement d'un PPSPS .....	33
Diffusion des PPSPS .....	33
Observations du coordonnateur SPS.....	33
Harmonisation des PPSPS et leur mise à jour.....	34
Mise à jour du PGC .....	34
Sous-traitant .....	34
Travailleurs Indépendants .....	35
Travail dissimulé .....	35
Prêt de main d'oeuvre .....	35
Recensement des accidents du travail .....	35
<b>Collège interentreprises de sécurité, de santé et des conditions de travail (CISSCT).....</b>	<b>36</b>
<b>Annexe(s).....</b>	<b>37</b>
Article 1 : Constitution et durée .....	41
Article 2 : Missions .....	41
Article 3 : Responsabilités .....	41
Article 4 : Composition.....	41
• Le collège comprend : .....	41
Article 5 : Fonctionnement du Collège .....	41
• Attributions du président.....	41
• Réunions du collège.....	42
• Convocations aux réunions .....	42
• Adoption des décisions .....	42
Article 6 : Procédures propres à assurer le respect des règles communes relatives à la sécurité, à la santé et aux conditions de travail .....	42
Article 7 : Conditions de la vérification de l'application des mesures prises par le coordonnateur SPS ou par le collège .....	43
Article 8 : Procédure de règlement de difficulté.....	43



## Préambule

« Le plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé (PGC) est un document qui définit l'ensemble des mesures propres à prévenir les risques découlant de **l'interférence des activités** des différents intervenants sur le chantier, ou la **succession de leurs activités** lorsqu'une intervention laisse subsister après son achèvement des risques pour les autres entreprises »

Le PGC est établi par le coordonnateur SPS de l'opération désigné par le maître d'ouvrage, il constitue une pièce du DCE et est d'application à toutes les entreprises y compris sous-traitants et travailleurs indépendants. Il permet aux entreprises d'avoir connaissance de l'ensemble des mesures pour résoudre les problèmes liés aux interférences des activités qui concernent le chantier.

A partir du PGC, et après avoir réalisé préalablement une visite d'inspection commune avec le coordonnateur SPS, les entreprises établissent leur plan particulier de sécurité et de protection de la santé (PPSPS).

Le PGC est complété et adapté en fonction de l'évolution de l'opération, de la durée effective des travaux, des contraintes successives liées à l'environnement du chantier et au déroulement d'opérations mitoyennes. Toute modification apportée à ce document sera portée à la connaissance des entreprises.

Un exemplaire du PGC à jour est tenu sur le chantier à disposition :

- des médecins du travail ;
- des membres des CHSCT, ou à défaut des délégués du personnel des entreprises qui interviennent sur le chantier ;
- des membres du CISSCT (opérations de 1<sup>ère</sup> catégorie) ;
- de l'Inspection du Travail, de la CARSAT/CRAM et de l'OPPBTP.

Le PGC est conservé par le maître d'ouvrage pendant une durée de 5 années à compter de la date de réception de l'ouvrage.

### **Moyens et autorité du coordonnateur SPS donnés par le maître d'ouvrage**

Afin que soient mises en œuvre les mesures utiles à la prévention des risques, le maître d'ouvrage autorise le coordonnateur SPS à communiquer directement au maître d'œuvre et à tout autre intervenant sur le chantier ses observations ou notifications.

Dans ses interventions le coordonnateur SPS ne se substitue pas aux entreprises en ce qui concerne l'exécution des mesures de sécurité qui leur incombent.

Lorsque dans le cadre de sa mission, le coordonnateur SPS détecte un danger grave et imminent menaçant directement la sécurité des travailleurs, il est autorisé à demander aux intervenants de prendre les mesures nécessaires pour supprimer le danger et notamment d'arrêter tout ou partie du chantier. La notification des demandes est consignée sur le registre journal de la coordination SPS. Les reprises du chantier, décidées par le maître d'ouvrage, après avis du coordonnateur SPS et du maître d'œuvre, sont également consignées dans le registre journal de la coordination SPS.

Les entreprises (titulaires et sous-traitants) n'ayant pas effectué une visite d'inspection commune et n'ayant pas remis leur plan particulier de sécurité et de protection de la santé (PPSPS), ne seront pas autorisées à intervenir sur le chantier. Suivant les cas, le coordonnateur SPS avisera, le maître d'œuvre et le maître d'ouvrage afin qu'ils prennent les dispositions nécessaires.

« L'intervention du coordonnateur ne modifie ni la nature ni l'étendue des responsabilités qui incombent, en application des dispositions du présent code, à chacun des participants aux opérations de bâtiment et de génie civil » (article L. 4532-6 du code du travail).





# Renseignements d'ordre administratif intéressant le chantier et notamment ceux complétant la déclaration préalable

## PRESENTATION DU PROJET

### Description succincte du projet

L'objet du projet est la construction d'un bâtiment destiné à accueillir les bureaux et les Ateliers de maintenance Parachutes, Engins de Sauvetages (APES) et sièges éjectables sur le site de la Base Aéronautique Navale (BAN) de Landivisiau (29).

Le projet prévoit la construction d'un bâtiment neuf de plain-pied comprenant :

- Des bureaux, des locaux de vie, des locaux techniques et 3 zones distinctes d'ateliers de maintenance (zone pyrotechnique 3S, zone pyrotechnique sièges éjectables et zone non pyrotechnique).

Le bâtiment est de type RDC.

Il s'inscrit dans une emprise au sol d'environ 50m x 50m.

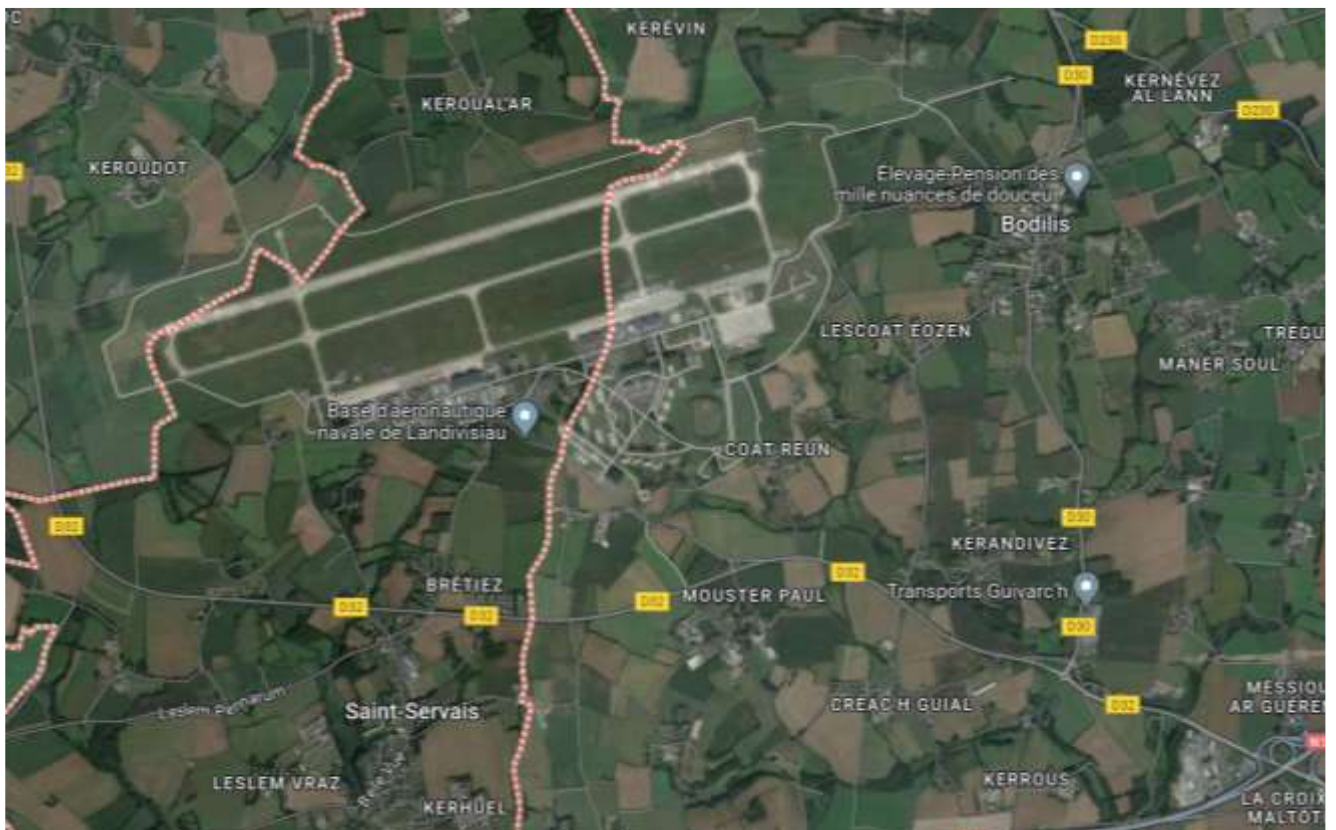
La hauteur du bâtiment est d'environ 4m ou 6,50m et ponctuellement 14m pour la tour de séchage de parachutes.

Le Terrain Actuel est relativement plat.

### Situation géographique et Description synthétique de l'environnement

L'attention des entreprises est attirée sur le fait que tous les travaux sont réalisés sur le site de la Base Aéronautique Navale de Landivisiau (Finistère) sur la commune de Saint Servais (accès depuis la D32).

Le projet se situe côté Ouest du site de la BAN.



## Phasage des travaux et calendrier prévisionnel

Les travaux se dérouleront dans un délai global de **12 mois + 2 mois de préparation**.

Le début prévisionnel des travaux est fixé à **2026**.

## Enclenchement de la mission

Le PGC est réalisé en phase en phase Pro puis DCE suite à :

- la réception des plans et CCTP le 27 02 2026
- la réception du DCE le 04 05 2026 sans le rapport amiante HAP et l'étude sol G2PRO.

## INTERVENANTS CONCERNES PAR L'OPERATION

### Maître d'ouvrage, maître d'œuvre, coordonnateur SPS, ...

Intervenants	Représentant	Téléphone Email
<b>Maître d'ouvrage</b> <i>agissant au nom et pour le compte du Service d'Infrastructure de la Défense (SID)</i>		
SEMBREIZH 37 Rue Jean Marie Le Bris 29200 BREST	M Christophe GUENA	+33 2 98 43 15 13 christophe.guena@sembreizh.fr
<b>Bureau de contrôle</b>		
DEKRA INDUSTRIAL 241 Rue du Général Paulet 29200 BREST	M. COZIC Jean-Marie	06 01 15 42 34 jeanmarie.cozic@dekra.com
<b>Architecte</b>		
COLLECTIF D'ARCHITECTES 20 Quai Malbert 29200 BREST	Philippe LE STER	06 48 14 82 05 philippe.lester@collectif-architectes.fr
<b>Maître d'oeuvre</b>		
ASSYSTEM Bâtiment La Caravelle 7, rue du Commandant Malbert 29200 BREST	Emmanuel MUNIER	09 75 29 44 90. emunier@assystem.com
<b>Coordonnateur SPS</b>		
DEKRA Industrial ACT CSPS BRETAGNE 241 rue du Général Paulet CS 62845 29200 BREST	Titulaire : C : GREGORY ALLANIC R : GREGORY ALLANIC Suppléant : C : ADRIEN DREUX R : ADRIEN DREUX	02.99.86.72.11 gregory.allanic@dekra.com



### Organismes institutionnels de la prévention

Intervenants	Représentant	Téléphone Email
--------------	--------------	--------------------

#### **CARSAT BRETAGNE**

236 Rue Châteaugiron 35030 RENNES CEDEX 9	M. JEGU	02 99 26 61 38 jean-francois.jegu@carsat-bretagne.fr
--	---------	---

#### **OPPBTP**

18 - 20 rue Bahon Rault 35000 RENNES	Candice BRANDALISE	06 17 36 37 20 candice.brandalise@oppbtp.fr
---	--------------------	--

#### **Inspection du travail des Armées**

Contrôle Général des Armées Antenne Brest C 33 29240 BREST ARMEES	M. DUFOUR	02.98.22.05.17 ita-brest.cmi.fct@intradef.gouv.fr
--	-----------	--

### Liste des lots et entreprises désignées par le maître d'ouvrage

Voir en annexe 1 du présent PGC la liste des lots et lorsqu'elles sont connues la liste des entreprises désignées par le maître de l'ouvrage.





# Mesures d'organisation générale du chantier arrêtées par le maître d'œuvre en concertation avec le coordonnateur SPS

## DESCRIPTION DE L'ENVIRONNEMENT ET DES SERVITUDES

### **Par rapport aux bâtiments, constructions, ouvrages voisins**

Les travaux se déroulent dans une Base Aéronavale à proximité de bâtiments liés à l'activité de la Marine Nationale et des pistes d'atterrissage des rafales.

**BRUIT : L'activité aéronautique est relativement importante au voisinage du chantier. Les chefs d'entreprise doivent une analyse des risques spécifique sur le sujet du bruit et mettre à disposition des casques anti-bruit adaptés pour leur personnel sur chantier.**

### **Par rapport aux piétons et aux établissements en activité**

L'attention des entreprises est attirée sur le fait que tous les travaux sont réalisés à proximité de bâtiments en activités. Elles doivent donc en tenir compte dans leurs études et modes opératoires, et notamment, pour la gestion des approvisionnements, les zones de stockage et le maintien des circulations piétonnes et des véhicules notamment de secours aux abords des différentes zones en chantier.

Les travaux et stockages doivent permettre le maintien des cheminements horizontaux et verticaux, ainsi que la possibilité d'intervention des Services de Secours.

Guidage des manœuvres impératif aux abords et sur le chantier.

Nettoyage de la chaussée dès que nécessaire.

### **Par rapport aux réseaux à conserver, à dévier**

#### **Travaux de fouilles, de terrassement, de forage ou d'enfoncement :**

La procédure de DT/DICT est mise en œuvre sous l'égide de l'USID Landivisiau – 02 98 2(42 359).

[esid-brest-usid-landi.elec.fct@intradef.gouv.fr](mailto:esid-brest-usid-landi.elec.fct@intradef.gouv.fr)

#### **Travaux de fouilles, de terrassement, de forage ou d'enfoncement :**

La procédure de DT/DICT est mise en œuvre sous l'égide de l'USID Landivisiau – ☎ 02 98 2(42 359).

A partir de ces D.T, les entreprises (notamment : Terrassement-VRD, espaces verts, gros œuvre . . .) établissent les déclarations d'intention de commencer les travaux (DICT) auprès des exploitants ou des concessionnaires concernés. Cela au moins 10 jours ouvrés avant le début des travaux.

Les entreprises doivent prendre connaissance des résultats de la reconnaissance complète des réseaux existants sur le site que doit fournir le Maître d'ouvrage.

Investigations complémentaires autant que nécessaire afin de classer les réseaux en catégorie A.

Avant tout commencement des travaux, l'entreprise doit :

- Analyser les récépissés des DICT et l'intégrer dans leur analyse de risque.
- Effectuer une reconnaissance avec sondage sur le terrain.

- Prendre contact avec les exploitants de réseaux pour le piquetage de leurs ouvrages et compléter ce piquetage en tenant des plans de récolement existants.

- Définir avec l'exploitant et les concessionnaires les dispositions afférentes à la protection et à la conservation de ces réseaux ou à leur dévoiement provisoire en cas de présence des réseaux électriques ou de gaz dans l'emprise des terrassements.

- Assurer la maintenance des marquages / piquetages des réseaux tout au long de leurs interventions successives.

Présence de réseaux enterrés existants non définis : Outre les prescriptions réglementaires, les mesures particulières définies en concertation avec les concessionnaires pour le travail au voisinage des différents réseaux sont précisées dans le PPSPS de l'entreprise concernée.

Toutefois, les dispositions minimales suivantes doivent systématiquement être mise en œuvre par l'entrepreneur :

- Balisage par panneaux de tous les réseaux aériens ou souterrains se trouvant au droit des zones de travaux. Ces panneaux doivent mentionner la nature du réseau concerné.

- Si le passage d'engin de chantier sur un réseau enterré est inévitable, les moyens nécessaires seront mis en œuvre pour guider les circulations sur les zones protégées (protection à définir en concertation avec le concessionnaire).



**Réseaux enterrés : Un réseau HT traverse l'emprise du chantier. Son dévoiement vers la partie OUEST de l'emprise est intégré au projet. A charge du lot 1 Terrassement – VRD. Consignation préalable à charge du lot 14 Electricité. PV à fournir.**

### **Par rapport aux réseaux existants des bâtiments**

Pas de travaux dans les bâtiments existants.

### **Par rapport aux autorisations de survol**

Les bâtiments occupés, voiries/espaces publics ou privés sont interdits de survol en charge.

**NOTA IMPORTANT : Si une grue est nécessaire pour la réalisation du bâtiment, la mise en place, l'implantation et la hauteur maximale des engins de levage sera déterminée en concertation avec le bureau Contrôle Local Aéroport CLA de la BAN qui recueillera les autorisations auprès de la DIRCAM de Bordeaux en fonction des hauteurs et longueurs de flèches demandées. Ces éléments devront être fournis lors de la période de préparation (2 à 3 semaines pour validation). Conformément aux servitudes aéronautiques, toute grue devra être munie d'un balisage nocturne (balises lumineuses en tête et bout de flèche) et diurne (peinture rouge et blanche sur la flèche et le 1/3 supérieur de la tour) conformément aux normes de la Direction de l'Aviation Civile. Dérogation possible pour les grues mobiles.**

### **Par rapport au terrain (la terre, l'eau...)**

Le démarrage des travaux ne peut s'effectuer qu'après la mise en place des clôtures de chantier en limite des emprises.

#### Engins explosifs :

L'entreprise est informée que les parcelles des travaux peuvent contenir des engins de guerre non explosés.

Toute entreprise ou salarié découvrant tout engin susceptible d'être dangereux doit appliquer la procédure prévue dans la fiche réflexe NEDEX de la Base Navale :

- Arrêt immédiat des travaux en cours dans la zone, ne pas toucher l'engin.
- Evacuation de la zone du personnel.
- Baliser la zone, y interdire toute circulation au moyen de clôtures, panneaux de signalisation, balises, etc...
- Informer immédiatement le conducteur d'opérations, ou son représentant, et l'autorité chargée de faire procéder à l'enlèvement des engins non explosés (et le coordonnateur SPS).
- Ne reprendre les travaux qu'après en avoir reçu l'autorisation par Ordre de Service.

### **Par rapport à la nature du sol**

Etude de sol : Les entreprises titulaires (en particulier pour les terrassements et fondations) doivent respecter les exigences du rapport : **rapport géotechnique G2PRO de référence « 2906468\_G2 PRO - Construction d'un atelier – LANDIVISIAU » réalisé par ECR environnement en janvier 2026.**

Il est nécessaire de s'assurer de la stabilité des ouvrages et des sols avoisinants le projet pendant et après la réalisation de celui-ci.

Avant toute mise en station d'engin et mise en place des échafaudages, l'entreprise doit s'assurer de la bonne tenue du sol support et doit mettre en place les moyens nécessaires afin de garantir la bonne stabilité.

Sols pollués : Le sondage S6, issu du rapport d'amiante HAP, indique une pollution importante d'hydrocarbure. Les enrobés issus de ce sondage seront démolis et évacués dans une décharge dédiée au traitement de ce type de pollution. Des essais complémentaires devront être effectués sur cette pollution par un laboratoire spécifique pour déterminer spécifiquement la surface de pollution dans le sol à évacuer.

Dans tous les cas, les travaux envisagés pouvant avoir des incidences, les mesures suivantes doivent être prises durant le chantier :

- Suivi des recommandations du manuel « Protection des travailleurs sur les chantiers de réhabilitation de sites pollués » élaboré par l'INRS en 2002 ;
- Traçabilité des terres excavées conformément à la réglementation (BSD...) ;
- Prévention pour les envols de poussières du chantier (mouillage, nettoyage, mise en place d'humidificateurs si nécessaire) ;
- Contrôle de l'absence de risques sanitaires résiduels.



## Par rapport aux conditions météorologiques

Les entreprises titulaires doivent prendre en compte les prévisions météorologiques dans leur analyse des risques.

### - Tempêtes et vents violents : les bons réflexes à adopter

Des épisodes de fortes pluies et de vents violents sont fréquentes dans notre région. Pour vous aider à anticiper ces situations, l'OPPBTP met à votre disposition un **kit complet de sensibilisation** à utiliser directement avec vos compagnons.

Lien : <https://www.preventionbtp.fr/ressources/kits-animation-securite/risque-tempetes>

## DESCRIPTION DE L'OUVRAGE A BATIR

Se référer au CCTP. 16 lots.

## PRESENCE DES MATERIAUX OU MATERIELS A RISQUES PARTICULIERS

### Amiante – Plomb

En attente du rapport amiante HAP à joindre au DCE.

Lors de la réalisation des travaux, si vos équipes découvrent des matériaux qui a leur connaissance sont susceptibles de contenir de l'amiante qui n'ont pas fait l'objet des diagnostics amiante, elles doivent immédiatement stopper leur intervention, baliser et protéger la zone, et avertir le maître d'œuvre et le maître d'ouvrage afin qu'ils missionnent un diagnostic complémentaire.

## ACCES AU CHANTIER

### Véhicules et personnel

L'accès au chantier se fait depuis la D32 puis par le contrôle d'accès de la BAN. Enfin, selon les règles de circulation du site.

#### 1/ Accès à l'emprise de Landivisiau :

L'accès à l'emprise est assujéti au renseignement préalable d'une demande d'autorisation d'accès transmise par l'organisme prescripteur ou l'organisme bénéficiaire au bureau « accès » du secteur vie courante de la BAN de Landivisiau – ☎ 02 98 2(42 227). Pour le personnel non-affecté sur l'emprise ou soutenu par un service situé sur l'emprise, la validité de l'autorisation d'accès ne peut excéder 1 an. La démarche normale pour le personnel devant travailler régulièrement sur le site est de rechercher un contrôle élémentaire /primaire ou une habilitation, y compris pour les entreprises prestataires.

Les demandes d'autorisation d'accès dérogatoires doivent être formulées avec un préavis de 5 jours ouvrés minimum pour une présence sur l'emprise d'une durée de 7 jours (cf. OP n° 85.2.07/AERO LANDIVISIAU/COMILI/DR du 28 février 2023).

Le droit d'accès est matérialisé par l'obligation :

- du port d'un badge (apparent sauf sur les aires aéronautiques) ;
- de l'affichage de la carte d'accès du véhicule derrière le pare-brise.

## 2/ Circulation et transport :

Le Code de la route s'applique dans son intégralité sur l'emprise de Landivisiau.  
La vitesse est réglementée entre 10 et 50 km/h pour les VL, 40 km/h maximum pour les PL.



Les manœuvres sont à éviter et doivent être guidées. Agent de trafic obligatoire.

Rouler au pas aux abords du chantier.

Pour la bonne marche du chantier, l'entreprise titulaire du **lot 1 Terrassement VRD** doit au démarrage la création des voiries de chantier.

L'entreprise titulaire du **lot 2 Gros œuvre** doit différencier les accès "piéton" (portillons, cheminements), des accès véhicules (portails). L'entreprise doit un protocole de sécurité (opération Chargement/Déchargement) à respecter par l'ensemble des intervenants. Celui-ci est à faire évoluer selon le phasage des travaux.

Les véhicules doivent obligatoirement être nettoyés avant toute sortie du chantier. Dispositifs à charge du **lot 2 Gros œuvre**.

Les accès et les voies publiques sont en permanence maintenus propres par l'entreprise titulaire du **lot 2 Gros œuvre** avec des moyens efficaces tels que balayeuses aspiratrices équipées de jets à haute pression (excepté en phase de terrassement/VRD où l'entreprise concernée est responsable du nettoyage).

### Points particuliers

Le stationnement des véhicules privés du personnel des entreprises ne peut se faire que sur des emplacements définis avec la maîtrise d'ouvrage.

L'ensemble des accès et circulations doit être maintenu dégagé et correctement éclairé. Aucun stockage, même limité n'est autorisé en dehors de la zone clôturée du chantier.

### Fléchage - Signalétique d'accès

Une signalisation d'accès au chantier est mise en place, chaque entrepreneur informe ses fournisseurs du parcours à suivre pour accéder au chantier et leur transmettra le plan d'accès.

Signalisation extérieure et intérieure : L'entreprise titulaire du **Lot 2 Gros-œuvre** doit mettre en place et entretenir une signalisation de chantier, tant celle nécessaire à la sécurité, que celle permettant de repérer les accès au chantier. Elle comprend également l'indication des cheminements à l'intérieur du chantier ; le balisage et la protection éventuelle des accès piétons. La surveillance du maintien, ainsi que l'entretien de cette signalisation sont assurés par l'entreprise jusqu'à l'achèvement des travaux.

### Affichage

Affichage obligatoire : panneaux « PORT DU CASQUE OBLIGATOIRE », « CHANTIER INTERDIT AU PUBLIC ». A charge du lot Gros œuvre (G.O).

### Dispositions pour que seules les personnes autorisées puissent accéder au chantier

Seules les personnes travaillant pour le maître d'ouvrage, les entrepreneurs titulaires d'un marché, les sous-traitants et les travailleurs indépendants nommément déclarés auprès du maître d'ouvrage, sont autorisées à accéder au chantier.

Les personnes n'intervenant pas directement sur le chantier (fournisseurs, locataires, agents commerciaux, concessionnaires, contrôleurs techniques...) doivent être accompagnées par l'entreprise concernée par leur intervention.



L'entreprise concernée doit réaliser l'accueil de ces intervenants.

### Equipements de Protection Individuelle (E.P.I.)

Tout travailleur, tout visiteur, de droit comme autorisé est tenu au port des protections individuelles adaptées à l'intervention sur le chantier.

Les différents fournisseurs sont aussi assujettis à cette obligation.

## UTILISATION DE MOYENS COMMUNS PENDANT TOUTE LA DUREE DU CHANTIER

Pendant toute la durée du chantier, il doit être favorisé la mise en place des infrastructures du chantier (cantonnement, ensemble des installations réglementaires...), les moyens de logistique et de mécanisation du transport vertical des personnes et des charges, ainsi que les protections collectives.

### Infrastructures de chantier

L'entreprise de **gros œuvre** a à sa charge la mise en place des infrastructures de chantier pour l'ensemble des intervenants (cantonnement, l'ensemble des installations réglementaire de chantier) jusqu'à la fin des travaux.

### Moyens de logistique et de mécanisation du transport vertical des personnes et des charges

La nouvelle recommandation CNAMTS R 477, du 7 avril 2015, remplaçant la R 445 : Mécanisation du transport vertical des personnes et des charges sur les chantiers (construction, réhabilitation, entretien d'ouvrages), est à appliquer.

### Protections collectives

Chaque entreprise a à sa charge la mise en place et le maintien des protections collectives du chantier.

## VOIRIE ET RESEAUX DIVERS PREALABLES AUX TRAVAUX

Désignation	Localisation	Phasage	Lot chargé de la réalisation
Aménagement de l'accès aux Installations de Chantier	Accès à aménager en phase de terrassement	Pendant la phase installation avant le démarrage des travaux	Entreprise de VRD
Aménagement de la plateforme des Installations de Chantier	Selon plan géomètre et implantation de la maîtrise d'œuvre	Pendant la phase installation avant le démarrage des travaux	Entreprise de VRD
Raccordement au réseau d'Eau Potable	Comptage depuis existant	Pendant la phase installation avant le démarrage des travaux	Entreprise de gros œuvre
Evacuation des eaux usées	Sur existant ou fosse	Pendant la phase installation avant le démarrage des travaux	Entreprise de gros œuvre
Raccordement au réseau Electrique	Sur comptage chantier	Pendant la phase installation avant le démarrage des travaux	Entreprise de gros œuvre

## INSTALLATIONS DE CHANTIER

Les travaux proprement dits ne peuvent débuter qu'après l'installation des locaux de chantier et le raccordement aux différents réseaux.

L'entreprise titulaire du **lot 1 VRD** réalise et stabilise les plates-formes servant à la base vie (y compris mise en place de géotextile). En phase provisoire (préparation de plateforme), le **lot 1 VRD** a sa charge la mise en place de roulottes de chantier autonomes équipées de sanitaires, vestiaires, réfectoires etc, ainsi que les délimitations/signalisations pour leurs travaux.

L'entreprise titulaire du **lot 1 Gros œuvre** assure la mise en place des installations équipées conformément à la réglementation ; pour tous les corps d'état en tenant compte des effectifs prévisionnels, du personnel féminin et du phasage des travaux. Les installations doivent restées en état et en place jusqu'au terme des travaux.

Les cantonnements sont disposés de telle sorte que leur accès ne nécessite pas de pénétrer dans des zones de travaux ou de stockages.



## Plan d'installation de chantier

Le projet de PIC est joint au DCE : plans SEMBREIZH\_APES\_DCE 13\_PIC. Document diffusion restreinte donc non joint au PGC.

En phase de préparation, le plan d'installation de chantier est établi par l'entreprise du **lot 2 Gros œuvre**, après avoir pris en compte les informations fournies par les autres corps d'état, notamment pour les besoins de stockage.

## Recherche des zones d'installation du cantonnement

Le plan d'installation de chantier précise :

- Les cantonnements de chantier (bureaux, magasins, wc, vestiaires, réfectoires).
- Les installations complémentaires s'il y a lieu.
- Les lieux d'approvisionnement, de stockage des matériaux et du matériel.
- Les cheminements piétons, véhicules
- L'emplacement et le cheminement des installations provisoires : électricité, eau, téléphone, circulations, eaux usées, eaux pluviales.
- La position de la (ou des) grue(s) avec le rayon de giration de flèche.
- Descriptif du système anticollision si nécessaire.
- Aire d'assemblage de la charpente au sol s'il y a lieu.

## Clôtures

Le chantier doit être totalement clos à l'aide d'une clôture d'au moins 2,00 m de hauteur, son franchissement par des tiers non autorisés supposant une volonté d'effraction. **A charge de l'entreprise titulaire du lot 1 VRD.**

Les clôtures sont liées entre elles et au sol.

CCTP : La clôture sera maintenue par des jambes de forces et des plots béton de 35 kg avec armature.

L'entreprise titulaire du **lot 1** doit aussi les portails et portillons de chantier selon le plan d'installation de chantier du G.O.

L'entreprise titulaire du **Lot 1 VRD** adapte cette clôture en fonction du phasage des tâches établi par la maîtrise d'œuvre en limites d'opération, afin de rendre le chantier clos et indépendant vis à vis des tiers pour la durée du chantier.

L'entrepreneur titulaire du **Lot 1 VRD** a à sa charge la réalisation et l'entretien de cette clôture pendant la durée du chantier.

Chaque entreprise doit le respect, le maintien de la fermeture des clôtures.

## Affectation des installations de chantier

Les installations de chantier sont réalisées suivant le détail du tableau ci-après :

Nature de l'installation	Réalisée par	A charge
Clôtures, portails avec signalisation de sécurité du chantier	Entreprise de VRD	Entreprise de VRD
Réseaux divers existants à protéger	Entreprises de VRD, gros œuvre	Entreprises de VRD, gros œuvre
Plates-formes pour zones de stockage (même provisoire) et zone de cantonnement Plates-formes bâtiment y compris surlargeur pour la circulation des nacelles et la mise en place des échafaudages	Entreprise de VRD	Entreprise de VRD
Sanitaires (lavabos, eau pour se laver, moyens de nettoyage, séchage ou essuyage), cabinets d'aisance (W-C, urinoirs), douches Ensemble des équipements communs à toutes les entreprises conformément à la réglementation en vigueur	Entreprise de gros œuvre	Entreprise de gros œuvre
Salle de réunion commune pour les réunions de chantier	Entreprise de gros œuvre	Entreprise de gros œuvre
Vestiaires et réfectoires communs	Entreprise de gros œuvre	Entreprise de gros œuvre
Coffrets électriques de chantier intérieur bâtiment et en toitures terrasses	Entreprise d'Electricité	Entreprise d'Electricité





Nature de l'installation	Réalisée par	A charge
Points d'alimentation en eau de chantier en nombre suffisant	Entreprise de gros œuvre	Entreprise de gros œuvre
Téléphone d'alerte Bureau (consignes et directives affichées)	Entreprise de gros œuvre	Entreprise de gros œuvre
Bennes à déchets	Entreprise de gros œuvre	Entreprise de gros œuvre

### Dimensionnement du cantonnement

Le cantonnement doit être dimensionné en fonction de l'effectif de pointe du chantier.

Les effectifs sont précisés au cours de la période de préparation, en fonction du nombre d'heures affecté au chantier par chaque entreprise et en fonction du calendrier d'exécution des travaux.

#### CODE DU TRAVAIL

##### Sanitaires :

- Un lavabo pour 10 personnes,
- Une douche pour 20 personnes,
- L'eau potable et à température réglable,
- Un WC et un urinoir pour 20 personnes dont au moins un cabinet avec poste d'eau.
- Un bloc sanitaire indépendant pour le personnel féminin composé d'un lavabo (pour 10 femmes), d'une douche (pour 20 femmes) et d'un cabinet d'aisance (2 wc à partir de 20 femmes).

##### Vestiaires :

- La surface totale à prévoir est calculée en prenant comme base 1,25 m2 minimum par personne.
- Ils comprennent des bancs et armoires vestiaires en nombre suffisant.

##### Réfectoires :

- La surface totale à prévoir est calculée en prenant comme base 1,50 m2 minimum par personne. Ils comprennent :
- Tables et chaises en nombre suffisant,
- Appareil de réchauffage
- L'eau potable et à température réglable,
- Un garde-manger.

Ces locaux doivent être correctement éclairés, aérés, désinfectés et chauffés. Les parois de ces installations doivent être lessivables.

### Protection contre l'incendie des locaux réservés au personnel

Des extincteurs portatifs dûment contrôlés, adaptés aux locaux et aux risques sont prévus dans les locaux réservés au personnel.

### Secours

Poste de téléphone de 1er secours et numéros d'alerte dans bureau de chantier et affichage « En cas d'accident » à proximité.

### Nettoyage et entretien du cantonnement

Le nettoyage et l'entretien du cantonnement sont réalisés par les entreprises concernées par le tableau suivant :

Nature de l'intervention	Réalisée par	A charge
Nettoyage régulier des locaux communs et des installations communes d'hygiène selon le code du travail.	Entreprise de gros œuvre	Entreprise de gros œuvre au compte prorata
Fourniture de consommables (savons, essuie-mains, papiers toilette)	Entreprise de gros œuvre	Entreprise de gros œuvre au compte prorata



## **AUTORISATIONS ADMINISTRATIVES ET DEMARCHES DIVERSES**

Les autorisations administratives et démarches diverses seront réalisées par les entreprises concernées de la colonne de droite du tableau suivant :

<i>Démarches administratives</i>	<i>Services concernés</i>	<i>Réalisées par :</i>
D.I.C.T. sur les réseaux des concessionnaires	Ensemble des concessionnaires	Toutes les entreprises concernées par des travaux effectués au voisinage des ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques
Envoi du PPSPS du lot principal	- <b>Inspection du Travail des armées</b> - CARSAT - OPPBTP	Lot gros œuvre
<b>Déclarations et autorisations particulières pour l'accès à la BAN, les emprises hors chantier clos et indépendant</b>	<b>USID, BAN</b>	Chaque entreprise



# Mesures de coordination prises par le coordonnateur en matière de sécurité et les sujétions qui en découlent

## VOIES OU ZONES DE DEPLACEMENT OU DE CIRCULATION HORIZONTALES ET VERTICALES

### Généralités

Les zones de circulation menant aux bâtiments doivent être maintenues dégagées de tous matériaux et matériels.

L'accès au chantier des véhicules particuliers est interdit en dehors des zones parking réservées à cet effet.

### Circulations des piétons

Les circulations piétonnes sont différenciées des zones d'évolution des engins et véhicules. Une matérialisation physique est mise en place dès le début des travaux par le lot G.O. Le cheminement vers le cantonnement est protégé vis-à-vis des travaux à effectuer, drainé, maintenu propre et mène directement à l'extérieur du chantier.

### Circulations horizontales et verticales

Circulations périphériques des bâtiments :

**L'entrepreneur réalisant les Terrassements (VRD) doit une plate-forme, plane, propre et compactée devant permettre la mise en place en sécurité du matériel d'élévation du personnel ou des échafaudages. Celle-ci doit être réceptionnée par le gros œuvre.**

**L'entreprise titulaire du lot 2 Gros œuvre a à sa charge le remblaiement, le nivellement et la stabilisation des abords périphériques des ouvrages.**

Les accès en hauteur, communs à tous les corps d'état, sont mis en place au fur et à mesure de l'élévation du bâtiment par l'entreprise.

L'entreprise qui installe un moyen d'accès doit le mettre à disposition des autres corps d'état.

**Pour des hauteurs d'accès supérieures à 3 mètres : les entreprises doivent installer des tours escaliers et ce pour l'ensemble des corps d'état jusqu'à la pose des accès définitifs ou la fin des travaux.**

- A charge du lot Gros œuvre vers les toitures en béton.
- A charge du lot Couverture Etanchéité vers les toitures en bac acier.

Organisation concernée	Mesures de Coordination	Lot concerné
Plan de circulation piétons et véhicules	Un plan de circulation adapté aux différentes configurations du chantier est établi lors de la phase préparation du chantier.	Entreprise de gros œuvre
Aménagements des entrées dans les bâtiments	Les accès au niveau des entrées des bâtiments sont aménagés de manière à : - protéger les ouvriers contre tout risque de chute d'objet au droit de la façade. Le coordonnateur SPS demande qu'il soit mis en place une galerie protégée si l'accès est trop proche d'une cage d'escalier ou sous les façades en travaux ; - permettre l'évolution des chariots et transpalettes, les éventuels dénivelés seront compensés par mise en place de rampe permettant l'utilisation de ce type de matériel.	Entreprise de gros œuvre
Aménagements des accès pour les engins et le personnel	Durant les périodes de gel et de pluie, l'entreprise prend toutes les dispositions pour limiter les risques de chutes et de glissades sur l'ensemble des accès.	Entreprise de gros œuvre
Aménagements des rampes d'accès	Les rampes sont réalisées en matériaux stables, et pour éviter leur détérioration par d'autres corps d'état (réseaux), des fourreaux seront positionnés en attente.	Entreprise de gros œuvre
Maintien en place de la continuité des protections collectives au niveau des circulations horizontales et verticales	Obligation d'assurer la continuité des protections collectives : - Protection provisoire fixée en retrait sur l'embranchement ou sur palier ; - Protection définitive fixée sur le limon.	Entreprise de gros œuvre



## **CONDITIONS DE MANUTENTION DES MATERIAUX ET MATERIELS, UTILISATION DES ENGINS DE LEVAGE**

### **Généralités**

**NOTA IMPORTANT : Si une grue est nécessaire pour la réalisation du bâtiment, la mise en place, l'implantation et la hauteur maximale des engins de levage sera déterminée en concertation avec le bureau Contrôle Local Aéroport CLA de la BAN qui recueillera les autorisations auprès de la DIRCAM de Bordeaux en fonction des hauteurs et longueurs de flèches demandées. Ces éléments devront être fournis lors de la période de préparation (2 à 3 semaines pour validation).**

**Conformément aux servitudes aéronautiques, toute grue devra être munie d'un balisage nocturne (balises lumineuses en tête et bout de flèche) et diurne (peinture rouge et blanche sur la flèche et le 1/3 supérieur de la tour) conformément aux normes de la Direction de l'Aviation Civile. Dérogation possible pour les grues mobiles.**

**Travaux nécessitant l'emploi de matériel d'élévation (nacelle élévatrice, grue, etc.) :**  
L'utilisation d'une PEMP doit être conforme aux prescriptions mentionnées par la notice d'utilisation fournie par le constructeur. (Port du harnais, limite d'utilisation etc...)  
La mise en œuvre de matériel d'élévation sur l'emprise est soumise à accord du service Contrôle Local Aéroport (CLA) de la BAN de Landivisiau – 02 98 2(42 025) puis 02 98 2(42 106) pour :

- toute mise en œuvre d'un matériel concerné en zone technique ou aéronautique ;
- **toute mise en œuvre d'un matériel d'une hauteur supérieure à 15 mètres en zone vie.**

Les entreprises tiennent compte dans leur installation de grue ou engins de levage, des dispositions réglementaires et des recommandations de la CNAMTS.

Les entreprises qui envisagent l'utilisation d'un engin de levage doivent prendre connaissance et intégrer les consignes de sécurité dans leurs études d'adéquation de l'engin de levage.

Ils doivent faire l'objet de vérifications réglementaires (engins, appareils de levage, appareils et grues). Les registres de sécurité devront être tenus à jour et présentés à la demande des organismes officiels de prévention et du Coordonnateur SPS (Les rapports de vérification, constats d'interventions, les carnets d'observation et d'entretien devront pouvoir être présentés à toute demande).

Aucun des composants d'engin de levage ne peut être à une distance inférieure à 3 ou 5 mètres d'installations électriques (selon décret en vigueur).

### **Grues à tour : à montage par éléments (GME) et à montage automatisé (GMA)**

L'entreprise utilisatrice de grue à tour intégrera, en phase préparation de chantier, les dispositions énoncées dans la recommandation R. 406 de la CNAMTS (prévention du risque de renversement des grues à tour sous l'effet du vent).

Pour cela, elle se fera assister par un organisme compétent qui :

- déterminera l'existence d'un risque d'action particulière du vent sur la grue à tour due aux constructions environnantes, et à l'ouvrage à construire, ou à la topographie du site (examen environnemental du site suivant article R. 4323-46 du code du travail et la recommandation R. 406 de la CNAMTS) ;
- s'assurera de la stabilité des massifs ou de la voie de grue (avis de stabilité et inspection des ouvrages de fondation des grues suivant article R. 4323-29 du code du travail) ;
- vérifiera la conformité de la grue à tour aux prescriptions réglementaires d'une part, et aux dispositions particulières de la recommandation R 406 de la CNAMTS d'autre part, (vérification avant mise en service suivant arrêté du 1<sup>er</sup> mars 2004).

Le rapport de l'organisme sera présenté au coordonnateur S.P.S. avant la mise en service de l'appareil.

Il y a lieu de prendre en compte des éventuelles prescriptions ou restrictions mentionnées dans l'arrêté de permis de construire.

### **Grues mobiles :**

La recommandation de la CNAMTS R. 383 modifiée, l'utilisation de grues mobiles est applicable en ce qui concerne :

- la procédure de délivrance par l'employeur d'une autorisation de conduite ;
- les conditions d'obtention d'un certificat d'aptitude à la conduite en sécurité (CACES).

Le carnet de maintenance de l'appareil conforme à l'arrêté du 2 mars 2004, est tenu à disposition dans l'appareil.



### Grues auxiliaires de chargement de véhicules :

La recommandation de la CNAMTS R. 390, «utilisation de grues auxiliaires de chargement de véhicules » est applicable.

Les grues auxiliaires de chargement de véhicules doivent être vérifiées conformément à l'arrêté du 1<sup>er</sup> mars 2004, avant leur mise en service sur le chantier, 1 exemplaire du rapport sera tenu à disposition dans le véhicule.

Le carnet de maintenance de l'appareil conforme à l'arrêté du 2 mars 2004, est aussi tenu à disposition.

Organisation concernée	Mesure de Coordination	Lot concerné
Utilisation d'un appareil de levage en commun	En phase préparation de chantier, il sera étudié les conditions d'utilisation commune d'un appareil de levage et arrêté une convention inter entreprises.	Les entreprises concernées par des manutentions
Introduction et installation d'un appareil de levage et de manutention	Chaque entreprise doit prévoir des appareils adaptés à son intervention. Toute utilisation d'un dispositif ou engin de levage envisagé doit être abordé au cours de la l'inspection commune et, les moyens nécessaires à la mécanisation des manutentions seront définis dans le PPSPS de l'entreprise.	Les entreprises concernées
Interférence des appareils de levage	Le planning des travaux est organisé afin d'éviter les interférences entre appareils de levage. En cas d'impossibilité un dispositif de gestion des interférences et des zones interdites est mis en place. Il est interdit à toute entreprise intervenante d'introduire un appareil de levage sans étude préalable des interférences.	Les entreprises concernées

### Vérification des appareils et des accessoires de levage

L'ensemble des appareils de levage doit être vérifié conformément aux arrêtés du 1<sup>er</sup>, 2 et 3 mars 2004, avant leur mise en service sur le chantier. Les rapports de vérification devront être communiqués au coordonnateur SPS et disponible sur le chantier ou sur l'appareil.

Les accessoires ou appareils de levage (chaînes, crochets, pinces, etc.) doivent être :

- compatibles avec les engins utilisés et les charges à manutentionner ;
- comporter l'indication de la C.M.U. (charge maximale d'utilisation) ;
- périodiquement vérifiées.

### Autorisation de conduite

La conduite des équipements de travail mobiles automoteurs et des équipements de travail servant au levage ne peut être confiée qu'à des travailleurs ayant été reconnus aptes médicalement et ayant reçu une formation en matière de sécurité adéquate.

Chaque conducteur doit être en possession du titre d'autorisation de conduite établi par son employeur.

### Limitation du recours aux manutentions manuelles

Les entreprises intervenantes doivent prendre toutes les mesures nécessaires d'organisation afin de limiter au maximum le recours aux manutentions manuelles. En tout état de cause un travailleur ne peut être admis à porter des charges excédent un poids de 55 kg.

Lorsqu'une manutention manuelle ne peut être évitée, le chef d'entreprise doit évaluer les risques que font encourir ces manutentions pour la sécurité et la santé des travailleurs et organiser les postes de travail de façon à limiter ces risques (aide à la manutention mécanique, accessoires de manutention, etc.).

### Manutentions mécaniques à partir d'un engin de terrassement

Les engins de terrassement ne peuvent effectuer des opérations de levage que s'ils sont équipés de dispositifs de sécurité sur les organes de relevage et d'un système d'accrochage de la charge s'opposant à un décrochage accidentel.



## **APPROVISIONNEMENTS, DELIMITATION ET AMENAGEMENT DES ZONES DE STOCKAGE ET D'ENTREPOSAGE DES MATERIAUX**

<i>Organisation concernée</i>	<i>Mesure de Coordination</i>	<i>Lot concerné</i>
Besoins en surface de stockage et surface de magasins	Les entreprises doivent formuler leurs besoins au cours de la phase préparation du chantier.	Tout corps d'état
Dispositions pour les approvisionnements du matériel et des matériaux sur le chantier	Les fournisseurs sont informés sur les personnes à contacter sur le chantier et sur les modalités pour accéder au chantier.  L'entreprise concernée doit prendre en charge le fournisseur à son arrivée à l'entrée du chantier et effectuer un contrôle du matériel et matériaux livrés.	Tout corps d'état

### **Approvisionnement**

Les matériels et matériaux doivent être distribués sur les postes de travail au fur et à mesure des approvisionnements.

### **Magasins**

Les entreprises ont la possibilité d'aménager, à titre provisoire, des magasins sur les aires prévues à cet effet sur le plan d'installation de chantier.

Les aménagements et la remise en état de la zone dans laquelle ils ont été créés sont à la charge de l'entreprise qui les installe.

Le stockage de produits dangereux dans les locaux est interdit.

Chaque magasin doit être identifié par le nom de l'entreprise.

Chaque entreprise a à sa charge la mise en place des moyens de lutte contre l'incendie dans ses magasins.

Les entreprises sont tenues de libérer les zones en fonction de l'avancement des travaux.

## **CONDITIONS DE STOCKAGE, D'ELIMINATION, D'EVACUATION DES DECHETS ET DECOMBRES**

Le jet de tous matériaux par les trémies ou les ouvertures est strictement interdit.

### **Evacuation des déchets**

<i>Organisation concernée</i>	<i>Mesure de Coordination</i>	<i>Lot concerné</i>
Bennes à déchets pour les gravats et décombres de démolitions d'ouvrages existants	L'entrepreneur a à sa charge la mise en place de bennes permettant d'évacuer l'ensemble des gravats et décombres générés par son lot.  Ces bennes sont totalement indépendantes des bennes gérées par le compte prorata.	/
Bennes à déchets	L'entreprise titulaire met à disposition des bennes en quantité suffisante, et assure l'évacuation des déchets de chantier en décharge publique pendant toute la durée du chantier :  <ul style="list-style-type: none"> <li>- Benne pour les déchets inertes (DI), destinés aux centres de classe 3 (béton, verre, carrelage, ciment...) ;</li> <li>- Benne pour les emballages et recyclables destinés à être valorisés ;</li> <li>- Benne pour les déchets industriels banals (DIB), destinés aux centres de classe 2 (PVC, isolants, métaux, bois, moquette...).</li> <li>- Benne pour les déchets industriels spéciaux (DIS), destinés aux centres de classe 1 (peintures, solvants, bois traité, ....)</li> <li>- Benne pour les déchets ménagers</li> </ul>	Lot gros œuvre





Organisation concernée	Mesure de Coordination	Lot concerné
Remplacement des bennes à déchets	Le plan d'installation de chantier indique la position des bennes. Elles sont remplacées autant de fois que nécessaire par le lot qui en a la charge.	Lot gros œuvre
Nettoyage quotidien des zones de travail	Chaque entreprise est chargée quotidiennement d'assurer le nettoyage de ses zones de travail et d'acheminer ses déchets jusqu'aux bennes.	Tout corps d'état
En cas de manquement d'une entreprise pour le nettoyage de ses zones de travail	Le Maître d'œuvre ou le coordonnateur SPS pourra demander à l'entrepreneur du lot principal de procéder au nettoyage aux frais de l'entreprise défaillante	Tout corps d'état

## **CONDITIONS D'ENLEVEMENT DES MATERIAUX DANGEREUX**

### **Matières et substances dangereuses**

Le traitement de ces déchets industriels dangereux est à la charge des entreprises qui les produisent (bois traités, pinceaux souillés, peinture...). Ils sont destinés aux centres d'enfouissement technique (CET) 1, installations de stockage de déchets dangereux (ISDD).

Ces produits ne doivent pas être mélangés aux gravats ordinaires mais évacués par une filière spécifique.

Tout entrepreneur informe préalablement à l'utilisation de telles substances le coordonnateur SPS. Cette information se fait au cours de la visite d'inspection commune et l'entreprise concernée en fera état dans son PPSPS.

Chaque entreprise concernée établit un bordereau de suivi des déchets industriels spéciaux et assurera l'évacuation des produits suivant les indications du fabricant.

### **Déchets, décombres, gravats présentant un risque particulier**

Les déchets, décombres et gravats présentant des risques particuliers (amiante, plomb...) sont évacués suivant les cas vers une filière d'élimination CET 1, installations de stockage de déchets dangereux (ISDD) avec bordereau de suivi des déchets.

## **PROTECTIONS COLLECTIVES**

Les protections collectives sont adaptées de telle sorte qu'elles ne soient pas démontées pour la mise en place des éléments définitifs.

Concernant les terrassements, l'entreprise titulaire du **lot 1 VRD** doit :

- La mise en sécurité du site avant travaux,
- La protection contre les chutes des personnes dans les fouilles, tranchées, bassins et contre le risque d'ensevelissement.
- La délimitation et le balisage de ses zones de travail.

L'entreprise titulaire du **Lot Gros-œuvre** a à sa charge la fourniture, la mise en place la maintenance et de la dépose des protections collectives pendant toute la durée du chantier, jusqu'à ce que la protection définitive soit mise en place ou que la totalité des travaux soit réalisée. Elle doit en particulier :

- Les protections en rives de planchers, des paliers et des balcons, sur les volées d'escalier s'ils sont en béton. Il prévoit à l'avancement les fixations des montants de garde-corps (fourreaux scellés dans les dalles, ou pinces etc. ;) en fonction du type d'ouvrage.
- Les protections des baies en façade. Elles sont assurées par des garde-corps fixés de préférence en tableau.
- Dans le cas d'utilisation de prédalles ou de dalles alvéolées, les gardes corps provisoires sont mis en oeuvre avant le levage.
- Les étalements ainsi que les coffrages des planchers et des poutres doivent être étudiés pour permettre la mise en place de passerelles, de garde-corps, de filets ou de tout autre mode de protection collective pour toutes les phases des travaux.
- Les garde-corps provisoires doivent être conçus de façon à permettre la pose des garde-corps définitifs sans dépose anticipée. La position des garde-corps doit tenir compte de l'emplacement des menuiseries extérieures (ensemble vitré, etc.),
- Scellement des éléments préfabriqués au fur et à mesure de l'avancement de la pose.
- La protection contre les blessures térébrantes (les aciers en attente ne devront pas présenter de risques d'empalement),
- Les protections des trémies, réservations, fouilles etc.

L'entreprise titulaire du lot **Couverture – Etanchéité** a à sa charge l'installation de filets en sous-face et de protections collectives en rives des toitures. Cela avant la réalisation des couvertures.

Les protections collectives périphériques devront être maintenues jusqu'à la fin de tous les travaux sur les toitures.

Elle doit le continuité, maintenance des protections collectives sur les toitures en béton.

Les filets de sous face ne peuvent être enlevés, qu'après obturation et fermeture définitive par les corps d'état concernés, de toutes les ouvertures et trémies.

En cas d'utilisation de filets périphériques, la norme NF P 93-355 doit être respectée. Les protections doivent intégrer une lisse supérieure rigide.

Dès que possible :

- Les réservations doivent être rebouchées ;
- Les éléments définitifs de protections doivent être installés dès la mise en place (en particulier les garde-corps) sur les passerelles, escaliers, portes palières d'ascenseurs, etc.).

Organisation concernée	Mesure de Coordination	Lot concerné
Mise en place, entretien et maintenance des protections collectives à l'intérieur du bâtiment et ses abords	Les protections collectives sont étudiées avec les entreprises, le maître d'œuvre et le coordonnateur SPS en recherchant une utilisation commune avec les corps d'état concernés.	Gros œuvre
Travaux de charpente couverture mise en place de protections collectives	Les protections collectives sont conservées jusqu'à l'achèvement des travaux des autres corps d'état intervenant sur la toiture (ex : antennes, ventilations).	Gros œuvre Couverture Etanchéité
Maintien des protections collectives sur les ouvertures extérieures et les cages d'escaliers	Jusqu'à la mise en place des éléments définitifs de garde corps et de rampes par le lot principal.	Tout corps d'état
Dans le cas où une entreprise doit déplacer les protections collectives pour les besoins de ses travaux, elle devra la remplacer pendant ses interventions par un dispositif assurant une protection équivalente	Chaque entreprise à l'issue de ses interventions doit rétablir une protection collective de degré au moins équivalent à celle mise en place initialement.	Tout corps d'état
Dans le cas de manquement à ses obligations par une entreprise intervenante	La maîtrise d'œuvre ou le coordonnateur SPS pourront demander de réaliser les travaux de mise en sécurité au compte de l'entreprise défaillante.	Gros œuvre

## **TRAVAIL EN HAUTEUR**

Suivant le décret n° 2004-924 du 1<sup>er</sup> septembre 2004, les échelles, escabeaux et marchepieds ne doivent pas être utilisés comme poste de travail, sauf en cas d'impossibilité technique de recourir à un équipement de protection collective.

Organisation concernée	Mesure de Coordination	Lot concerné
Travaux de faible hauteur	Des plates-formes individuelles roulantes (PIR) sont utilisées pour des hauteurs jusqu'à 2,50 m.	Tout corps d'état
Hauteur > de 2,50 m	Au-delà d'une hauteur de 2,50 m, l'utilisation d'un échafaudage roulant, fixe ou d'une nacelle est imposée en fonction de son utilisation et des hauteurs d'intervention.	Tout corps d'état
Utilisation partagée d'un échafaudage	Chaque entreprise doit avoir son propre matériel, et dans le cas d'une utilisation partagée d'un échafaudage, l'entreprise utilisatrice doit réceptionner les installations avant utilisation en tenant compte des conditions dans lesquelles il l'utilise effectivement.  Une convention de prêt entre les entreprises concernées est établie.	Tout corps d'état



Organisation concernée	Mesure de Coordination	Lot concerné
Echafaudage de façade pour une utilisation commune pour les travaux (charpente, couverture,...) et les interventions en façades afin de réaliser les différentes interventions des corps d'état sous protections collectives	L'échafaudage est mis en place par le lot principal pour une utilisation commune. Il est l'objet au préalable d'une convention d'utilisation, sous le contrôle du maître d'œuvre et du coordonnateur SPS.	Normalement sans objet sur ce projet.

## **INSTALLATION ELECTRIQUE DE CHANTIER**

L'entrepreneur de gros œuvre assure le branchement depuis le réseau public et la pose du tableau général du chantier.

Depuis ce tableau sont réalisés par le **lot G.O** :

- l'alimentation électrique de l'ensemble des locaux de cantonnements ;
- l'installation nécessaire à l'alimentation électrique des différents matériels (grue, bétonnière...) ;
- l'installation d'éclairage des circulations extérieures.

Organisation concernée	Mesure de Coordination	Lot concerné
Installation de distribution électrique intérieure	Depuis l'armoire générale, il doit être prévu, en nombre suffisant, des départs permettant l'alimentation des différents postes de travail à l'intérieur du bâtiment et en toitures terrasses.  L'implantation des armoires de distribution doit permettre, en tout point du bâtiment, une utilisation de prolongateurs de longueur inférieure à 25 m.	Electricité
Prolongateurs et appareils utilisés par les entreprises	Chaque entreprise est responsable des prolongateurs et appareils au-delà de leur raccordement aux armoires de chantier : <ul style="list-style-type: none"> <li>- Prolongateurs de raccordements du type H07 RNF ;</li> <li>- Enrouleurs de catégorie NFC 61-720 ;</li> <li>- Prises de protection IP 447 incassables ;</li> <li>- Baladeuses conformes à la norme NFC 71-008 ;</li> <li>- Phares halogènes conformes à la norme NF avec grille de protection.</li> </ul>	Tout corps d'état
Installation d'éclairage de chantier	Sont éclairés les parties du chantier à usage commun : <ul style="list-style-type: none"> <li>- les escaliers et circulations intérieures.</li> </ul>	Electricité
	L'éclairage des postes de travail est à la charge de chaque entreprise.	Tout corps d'état
Installations particulières aux enceintes très conductrices	Les entreprises appelées à intervenir dans les enceintes très conductrices font installer un éclairage TBTS ainsi qu'un transformateur de sécurité à séparation de circuit.	Tout corps d'état
Contrôle des installations électriques de chantier	Conformément à l'article R4226-14 du Code du Travail et à l'Arrêté du 26 décembre 2011.  Les installations doivent faire l'objet d'une vérification confiée à un organisme de contrôle agréé. La périodicité du contrôle est annuelle.  Un exemplaire du rapport de conformité doit être tenu à disposition sur le chantier.	Gros œuvre et Electricité

## **MESURES PRISES EN MATIERE D'INTERACTIONS SUR LE SITE**

<i>Organisation concernée</i>	<i>Mesure de Coordination</i>	<i>Lot concerné</i>
Travaux superposés	Phasage des travaux à réaliser de manière à éviter les superpositions et juxtapositions de tâches.  Afin d'éliminer les risques de superposition, l'ensemble des aires situées sous les postes de travail en élévation (échafaudage, nacelles...) est interdit d'accès au moyen d'un dispositif physique.	Tout corps d'état
Protection liée à la protection de tâches d'un lot	Qu'elle qu'en soit l'origine, le titulaire du lot met en place les mesures nécessaires (filets, platelages...) et en assurera l'entretien et le démontage.	Lot concerné
Protection liée à la protection de tâches de plusieurs lots	Si l'origine est la configuration des locaux le ou les lots réalisant les travaux les plus en hauteur mettent en place les protections nécessaires.	Lot concerné
	Si l'origine est un retard, le titulaire du lot en retard met en place les protections nécessaires à la sécurité des autres lots.	Lot concerné
	Dans les deux cas, la fourniture, la mise en œuvre, l'entretien et le nettoyage avant démontage sont à la charge du lot utilisateur.	Lot concerné
Travaux de façade	Les entreprises doivent s'assurer du nivellement et compactages des abords de façades sur toute la périphérie du bâtiment, où la nature du terrain le nécessite.	Lot concerné
Travaux polluants, générateurs de bruits, vapeurs dangereuses ou de poussières	Ces travaux sont dans la mesure du possible, réalisés dans les zones isolées.  En cas d'impossibilité, il appartient à l'entreprise génératrice de ces nuisances de mettre en œuvre des moyens nécessaires à la mise en sécurité de ses employés et des autres intervenants. A cet effet, l'utilisation des dispositifs de protections collectives est privilégiée plutôt que le recours aux protections individuelles. L'entreprise concernée doit également envisager la réalisation de ces travaux en horaire décalé, en dehors des horaires normaux de chantier.  Dans cette optique, l'utilisation d'engins à moteurs thermiques est à proscrire dans les locaux confinés, insuffisamment aérés, au profit de l'utilisation de matériel à moteur électrique.	Lot concerné

## **MESURES PRISES EN MATIERE DE RISQUES SPECIFIQUES (NON EXHAUSTIVES)**

<i>Risque</i>	<i>Mesure de Coordination</i>	<i>Lot concerné</i>
Risques d'intoxication	Les dispositions de nature à prévenir les risques d'intoxication lors de la mise en œuvre de colles, résines, peintures, matériaux d'isolation (mousses de polyuréthane) sont indiquées dans le PPSPS de l'entreprise générant ces risques. Communication préalable au coordonnateur des fiches de données de sécurité, règles de stockage, ventilation des lieux de travail et de stockage, installation électrique adaptée aux risques.	Lot concerné



Risque	Mesure de Coordination	Lot concerné
Risques liés à la qualité de l'air	<p>Dans des lieux confinés, en particulier en cas d'absence ou de dysfonctionnement du système de ventilation ; la qualité de l'air peut se trouver dangereusement modifiée :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Présence d'effluents gazeux dangereux (ammoniac : NH3...)</li> <li>- Présence de gaz inerte (argon, etc.) qui peuvent provoquer une anoxie par un abaissement sensible de la teneur en oxygène.</li> <li>- Accumulation de radon en particulier dans les sous-sols...</li> </ul> <p>Chaque entreprise a l'obligation de s'assurer qu'un contrôle initial de la concentration en vapeurs, fumées ou poussières de plomb de l'air inhalé, a été effectué dans ces lieux confinés avant toute intervention d'opérateurs.</p>	Lot concerné
Risques d'électrisation	<p>Pour les travaux au voisinage de canalisations ou d'installations électriques, la mise hors tension des installations doit être privilégiée. Les travaux ne peuvent débuter qu'après consignation des installations avec remise d'une attestation de mise hors tension. Le rétablissement de la tension ne peut s'effectuer que sur la production d'une attestation de fin de travaux.</p> <p>Une procédure de consignation doit être formalisée :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Désignation d'un chargé de consignation</li> <li>- Signalisation bien visible de la mise hors tension.</li> <li>- Condamnation en position d'ouverture des organes de séparation</li> <li>- Sur le lieu de travail identification de l'ouvrage.</li> <li>- Vérification d'absence de tension immédiatement suivie de la mise à la terre et en court-circuit.</li> </ul>	Lot concerné
Risques par écrasements par renversement de matériaux ou de matériels	<p>Les aires de stockage doivent être planes et stabilisées, ces conditions doivent être vérifiées par chaque entreprise avant d'effectuer toute livraison.</p> <p>Les matériaux de grande dimensions (fermes,...) et matériels (banches ....) doivent être stockés avec des dispositifs de stabilisation pour éviter le renversement sous l'effet du vent, d'un effort ou d'un choc.</p>	Lot concerné
Risque lié à la silice	<p>Pour <b>se protéger efficacement contre les risques liés à l'exposition à la silice</b>, lors de certaines opérations sur les chantiers comme la découpe, le sciage, le ponçage, le perçage du béton, le concassage, le décapage, la fabrication du béton, il est important de mettre en place plusieurs mesures pour <b>diminuer l'intensité des expositions et le nombre de personnes exposées</b>.</p> <p>Se protéger des risques liés à la silice se traduit par :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- une préparation des travaux bien réfléchie pour planifier et coordonner les interventions des entreprises ;</li> <li>- mais aussi une réflexion sur les <a href="https://www.preventionbtp.fr/ressources/questions/mode-operatoire-de-quoi-s-agit-il_Wch5vUU4w4SPkQp5foKcuS">https://www.preventionbtp.fr/ressources/questions/mode-operatoire-de-quoi-s-agit-il_Wch5vUU4w4SPkQp5foKcuS</a>, notamment en remplaçant les engins traditionnels de démolition par des équipements télécommandés et/ou</li> </ul>	Lot concerné



Risque	Mesure de Coordination	Lot concerné
	<p>robotisés.</p> <p><b>Risques liés à la silice : les mesures de protection à mettre en place</b></p> <p>Il est important de :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Pour les travaux de sablage /décapage mécanique, remplacer les matériaux abrasifs (sable...) contenant de la silice cristalline par des produits minéraux ou des matières végétales sans silice cristalline ou opter pour un autre procédé. N'oubliez pas de vous protéger des poussières générées lors de ces opérations.</li> <li>- Mettre en place un travail à l'humide, en humidifiant les surfaces et les supports avant travaux et au cours des travaux, pour permettre de diminuer très fortement l'émission de poussière.</li> <li>- Mettre en place un dispositif de captage à la source pour aspirer les poussières.</li> <li>- Isoler les postes de travail, notamment lors de travaux de décapage dans un lieu clos et étanche.</li> <li>- Porter des <a href="https://www.preventionbtp.fr/ressources/questions/epi-qu-est-ce-qu-un-equipement-de-protection-individuelle_dSaKrSMJeAjBtKAZEHitVA">https://www.preventionbtp.fr/ressources/questions/epi-qu-est-ce-qu-un-equipement-de-protection-individuelle_dSaKrSMJeAjBtKAZEHitVA</a> adaptées, telles que des protections respiratoires intégrant des <a href="https://www.preventionbtp.fr/ressources/questions/quelle-est-la-difference-entre-les-masques-de-protection-ffp1-ffp2-et-ffp3_c8yfM6vqPrmm6vQL7yGgP7">https://www.preventionbtp.fr/ressources/questions/quelle-est-la-difference-entre-les-masques-de-protection-ffp1-ffp2-et-ffp3_c8yfM6vqPrmm6vQL7yGgP7</a>, des combinaisons à usage unique de type 5 dotées d'une capuche, des gants vinyle ou néoprène et des protections des yeux.</li> </ul> <p>Enfin, la formation et l'information des salariés sont nécessaires. Les opérateurs devront être sensibilisés aux <b>risques</b> et aux <b>mesures de prévention</b> retenues pour adopter les bons comportements.</p>	



# Sujétions découlant des interférences avec des activités d'exploitation sur le site à l'intérieur ou à proximité duquel est implanté le chantier

## RESPECT DES CONTRAINTES DU SITE

Les travaux sont exécutés à proximité dans de bâtiments fréquentés nécessitant que toutes mesures soient prises afin de préserver l'environnement. Chaque entrepreneur doit prendre toutes les dispositions nécessaires pour réduire à leur minimum possible les gênes imposées aux usagers, notamment celles qui pourraient être causées par les difficultés d'accès, le bruit, les fumées, les poussières, etc.

Le public a la priorité au voisinage des accès (sortie et entrée) du chantier.

### **Horaires de chantier imposés**

Les horaires de déroulement de chantier sont imposés par le chef d'établissement.

### **Horaires et contraintes de livraisons**

Les horaires de livraison du chantier par les fournisseurs se font dans les mêmes créneaux horaires que les horaires de chantier. La gestion de l'accès des fournisseurs se fait par des consignes dans un document accueil du fournisseur établi en annexe du PPSPS de l'entreprise d'accueil.

## SITE EN EXPLOITATION

Pour dans un établissement en activité :

Préalablement au commencement des travaux, il doit être procédé avec l'exploitant à une inspection commune visant à délimiter le chantier, à matérialiser les zones du secteur dans lequel se situe le chantier qui peuvent présenter des dangers spécifiques pour le personnel des entreprises appelées à intervenir, à préciser les voies de circulation que pourront emprunter le personnel ainsi que les véhicules et engins de toute nature des entreprises concourant à la réalisation des travaux. **Normalement sans objet.**

Le risque incendie et l'évacuation des personnes en cas d'incendie sont à prendre en compte en priorité :

### **Risque incendie**

Pour tout travail de soudage, ou risquant de provoquer des étincelles ou par point chaud, un permis de feu établi par le chef d'établissement devra être obligatoirement délivré avant toute intervention.

Un extincteur approprié au risque et à jour de ses vérifications est maintenu à proximité de la zone d'intervention.

Il est interdit d'utiliser des produits inflammables dont le point éclair est inférieur à + 40° sinon, il n'y aura aucune co-activité pendant l'utilisation de produits à risques.

### **Evacuation des personnes en cas d'incendie**

En cas de modification du plan d'évacuation en cas d'incendie (condamnation d'une issue de secours, réalisation d'un cloisonnement...), le bureau de contrôle ou la commission de sécurité donne un avis.

Dans les E.R.P., le plan d'installation de chantier est soumis pour avis au chef d'établissement.

En fonction des travaux un nouveau plan d'évacuation est réalisé en indiquant le point de rassemblement de l'établissement, l'accès pompiers, la circulation des personnes...

## EXPLOITATIONS ET CHANTIERS LIMITROPHES OUVERTS OU PREVUS

Une concertation des maîtres d'ouvrage sera nécessaire pour régler d'éventuelles interférences (notamment au niveau des appareils de levage) si d'autres chantiers venaient à démarrer à proximité immédiate du site.

# Mesures générales prises pour assurer le maintien du chantier en bon ordre et en état de salubrité satisfaisant

## **NETTOYAGE DU CHANTIER**

### **Règles générales de nettoyage du chantier**

- Des bennes à déchets sont installées sur le chantier pour l'ensemble des travaux tels que définis au **paragraphe conditions de stockage, d'élimination, d'évacuation des déchets et décombres** du présent PGC.
- Chaque entreprise doit nettoyer et évacuer ses gravats quotidiennement jusqu'à la benne mise à disposition. Les déversements par les ouvertures, ainsi que tous les types de stockage « sauvage » sont proscrits du site.
- Les dessertes des bungalows sont maintenues en état de parfaite propreté et libre de tout encombrement de quelque nature que ce soit.
- Les roues des engins et camions doivent être nettoyées au jet d'eau avant de sortir du chantier.
- Un lave roues peut être installé en limite de chantier sur demande du coordonnateur SPS.

## **DEMARCHE ENVIRONNEMENTALE, TRI DES DECHETS**

### **Objectifs**

L'objectif environnemental pour cette opération est de : « **Limiter les impacts environnementaux dus aux chantiers** »

Outre les opérations relatives au tri des déchets, telles que définies, l'objectif ne sera atteint que si un choix judicieux des produits mis en œuvre est effectué au début du projet.

L'utilisation de matériaux offrant une réelle aptitude au recyclage et le moins polluant possible sont à privilégier dans les dispositions constructives.

D'autre part, l'élaboration d'un **Schéma d'Organisation et de Gestion des Déchets** (S.O.G.E.D.) par chaque entreprise permettra de gérer méthodiquement les déchets, de la production jusqu'à l'élimination.

### **Trame d'élaboration d'un S.O.G.E.D. :**

- Engagement de l'entreprise pour limiter les impacts environnementaux
- Obligation de désigner un responsable environnemental par entreprise
- Moyens mis en œuvre pour limiter la production de déchets sur le chantier
- Définition préliminaire du niveau de tri sur et hors site (DI – DIB – DIS autres)
- Quantités approximatives prévisionnelles de production de déchets
- Contenants mis à disposition et rotations d'évacuation prévues
- Centres de stockage, de regroupement, ou de recyclage vers lesquels seront acheminés les déchets
- Moyens de contrôle, de suivi et de traçabilité qui seront mis en place pendant les travaux
- Moyens matériels et humains mis en œuvre pour assurer la gestion des déchets



# Renseignements pratiques propres au lieu de l'opération concernant les secours et l'évacuation des personnels ainsi que les mesures communes d'organisation prises en la matière

## ORGANISATION DES SECOURS

L'objectif est d'organiser les premiers secours sur le chantier rapidement avant l'arrivée des secours extérieurs.

Ainsi, chaque entreprise intervenante doit prévoir une trousse de premiers secours sur le chantier.

Elle peut être détenue dans le véhicule de chantier.

**Pompiers sur site 24h/24h**

<b>8/ Réactions d'urgence :</b>	
<ul style="list-style-type: none"><li>• En cas d'incendie ou d'accident :</li></ul>	<b>Marins-pompiers :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>- ☎ 18 ou 42377 depuis une ligne interne.</li><li>- ☎ 02 98 2(42 377) depuis une ligne externe.</li></ul> Faire appel aux secouristes du secteur. Et, prévenir le BMR de LDV / SST - ☎ 02 98 2(42 526).
<ul style="list-style-type: none"><li>• En cas de blessé malaise :</li></ul>	<b>SAMU (15) puis Infirmerie 02 98 2(42 703).</b>
<ul style="list-style-type: none"><li>• En cas de pollution:</li></ul>	<b>Marins-pompiers :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>- ☎ 18 depuis une ligne interne.</li><li>- ☎ 02 98 2(42 377) depuis une ligne externe.</li></ul> Et prévenir le BMR de LDV / ENV - ☎ 02 98 2(42 097) ou 06 72 91 08 28
<ul style="list-style-type: none"><li>• En cas d'évacuation :</li></ul>	<b>Au signal sonore d'alarme</b> Lieu de rassemblement : prendre les consignes auprès des personnels présents ou, à défaut et sauf ordre contraire, rejoindre l'aubette.

- MARINS POMPIERS DE LA BAN : Depuis poste fixe : 18 ou 42 377 ou Depuis portable : 02.98.24.23.77

- INFIRMERIE DE LA BAN : Depuis poste fixe : 15 ou 42 142 ou Depuis portable : 02.98.24.21.42

- GENDARMERIE MARITIME DE LA BAN : Depuis poste fixe : 17 ou 42 157 ou Depuis portable : 02.98.24.21.57

Lors d'un accident grave, le déplacement de la victime ne peut être envisagé, la consigne générale en cas d'accident sera la suivante :

**Appeler : composez le 02 98 24 23 77**

en donnant les informations suivantes :

ICI CHANTIER :

**BAN de LANDIVISIAU - Construction d'un atelier de maintenance parachutes, engins de sauvetage et sièges éjectables (APES)**

téléphone .....

1. PRÉCISER LA NATURE DE L'ACCIDENT
2. SIGNALEZ LE NOMBRE DE BLESSES ET LEUR ÉTAT
3. DECRIVEZ L'INTERVENTION DU SECOURISTE
4. FIXER UN POINT DE RENDEZ-VOUS, envoyez quelqu'un à ce point pour guider les secours ;
5. NE RACCROCHEZ PAS LE PREMIER, faites répéter le message

Les voies de circulation doivent toujours être dégagées pour faciliter le déplacement des véhicules de secours. « L'accueil » des secours médicaux spécialisés devra être réalisé dès l'entrée du chantier afin de faciliter le déroulement de l'opération.

L'appel des secours peut être envisagé à partir du téléphone du chantier

L'affichette OPPBTP, « EN CAS D'ACCIDENT » dûment complétée est apposée bien visiblement dans les installations de chantier pour faciliter les instructions données par téléphone.

## **SAUVETEURS SECOURISTES DU TRAVAIL (SST)**

Chaque entreprise, conformément à l'article R. 4224-15 du code du travail, doit dans ses équipes de travail, disposer de salariés sauveteurs secouristes du travail (SST) formés et recyclés depuis moins d'un an (1 pour 20).

Il est demandé la présence sur le chantier en permanence d'au moins un secouriste du travail.

Dans le cas contraire, des sauveteurs secouristes du travail doivent être formés.

Chaque sauveteur doit clairement être identifié par un autocollant apposé sur le casque ou par un badge spécial.

## **INFIRMERIE**

**Présence d'une infirmerie sur site. Voir plan de localisation annexe.**

**Présence d'un DAE au niveau de l'entrée principale de la BAN.**

## **DISPOSITIONS EN CAS DE TRAVAIL ISOLE**

Lors d'opérations ou travaux dangereux, nécessitant une surveillance :

- Utilisation des équipements de travail servant au levage de charges ;
- travaux temporaires en hauteur sous EPI ;
- travaux en galerie souterraine ou au fond d'un puits ;
- emploi des explosifs ;
- travaux sous tension ;
- travaux en milieu hyperbare ;
- ascenseurs, monte-charge ;

L'intervention ne doit jamais être effectuée par une personne seule, afin de pouvoir déclencher les secours dans un temps compatible avec la préservation de sa santé.

## **RISQUE INCENDIE**

Si les entreprises décident d'utiliser des produits présentant un risque incendie (définis dans le PPSPS), le coordonnateur SPS désignera les zones de stockage particulières.

Les locaux suivants doivent être équipés d'un extincteur portatif :

- locaux de stockage ;
- vestiaires ;



- réfectoire.

Le matériel fait l'objet d'une vérification annuelle.

Les travaux suivants doivent être réalisés avec des extincteurs à proximité :

- travaux de soudage ;
- utilisation de produits inflammables (peintures...).

**Le numéro d'appel des SAPEURS POMPIERS est le 02 98 24 23 77**

Il relève de la responsabilité de chaque chef d'entreprise de former ses salariés à l'utilisation des extincteurs.

# Modalités de coopération entre les entrepreneurs, employeurs, ou travailleurs indépendants

Suivant article R. 4532-6 du code du travail :

Afin notamment d'assurer au coordonnateur SPS l'autorité et les moyens nécessaires au bon déroulement de sa mission, le maître d'ouvrage prévoit, dès les études d'avant-projet de l'ouvrage, la coopération entre les différents intervenants dans l'acte de construire et le coordonnateur SPS.

Les modalités pratiques de cette coopération font l'objet d'un document joint aux contrats conclus avec les différents intervenants.

## ENTREPRISES DESIGNÉES PAR LE MAÎTRE D'OUVRAGE

Modalités pratiques de coopération	à charge	code du travail
<p>Les principales obligations des entreprises désignées par le maître d'ouvrage :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Respecter et appliquer les principes généraux de prévention phase préparation de chantier, pendant les travaux et les levées de réserves ;</li> <li>- Rédiger et tenir à jour les PPSPS, les transmettre aux organismes de prévention inspection du travail, CARSAT/CRAM et OPPBTP (pour le lot gros oeuvre ou lot principal ou lots présentant des risques particuliers), au coordonnateur SPS ou au maître d'ouvrage et les conserver pendant 5 ans à compter de la réception de l'ouvrage ;</li> <li>- Participer et laisser participer les salariés au CISSCT pour les opérations de 1ère catégorie.</li> <li>- Respecter les obligations résultant du Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé ;</li> <li>- Viser le Registre Journal et lever les observations ou répondre aux notifications du coordonnateur SPS ;</li> <li>- Fournir l'ensemble des documents nécessaires à la finalisation du D.I.U.O. avant la réception des travaux ;</li> <li>- Participer à toutes réunions organisées par le coordonnateur SPS ;</li> <li>- Déclarer et faire agréer son sous-traitant par le maître de l'ouvrage afin d'établir un contrat de sous-traitance conformément à la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance.</li> </ul>	Toutes les entreprises désignées par le Maître d'ouvrage	<ul style="list-style-type: none"> <li>- art. L. 4121-1 à L. 4121-5, L. 4531-1, L. 4531-2 et L. 4534-1</li> <li>- art. L.4532-9 et R. 4532-57 à 76</li> <li>- art. L. 4532-10 à L. 4532-15 et 4532-80 à 94</li> <li>- art. L.4531-1 à L. 4531-18</li> <li>- art. R. 4532-38</li> <li>- art. R. 4532-95</li> </ul>

## INSPECTION COMMUNE

Toute entreprise titulaire ou sous-traitante, quel que soit son rang, préalablement à l'élaboration de son PPSPS ou PPSPS simplifié et à son intervention sur le chantier doit procéder à une visite d'inspection commune avec le coordonnateur SPS.

Modalités pratiques de coopération	à charge	code du travail
<p>La demande d'inspection commune est effectuée par l'entreprise désignée par le maître de l'ouvrage avant toute intervention sur le chantier et avant élaboration du PPSPS.</p> <p><b>L'entreprise demande au coordonnateur SPS un rendez-vous pour l'inspection commune au plus tard deux semaines avant son intervention sur le site.</b></p> <p><b>Le coordonnateur SPS confirme en retour la date d'inspection commune prise d'un commun accord.</b></p> <p><b>Un imprimé modèle de demande de rendez-vous pour une IC est joint en annexe au présent P.G.C.</b></p> <p>Au cours de cette inspection commune sont en particuliers précisés, en fonction des caractéristiques des travaux que cette entreprise s'apprête à exécuter :</p>	Toutes les entreprises désignées par le Maître d'ouvrage avec le coordonnateur SPS	En application de l'article R. 4532-13





Modalités pratiques de coopération	à charge	code du travail
<ul style="list-style-type: none"> <li>- les consignes à observer et à transmettre ;</li> <li>- les observations particulières de sécurité et de santé prises pour l'ensemble de l'opération.</li> </ul> <p>Cette inspection commune est réalisée obligatoirement avant remise du PPSPS.</p>		

## **ETABLISSEMENT D'UN PPSPS**

Les entreprises désignées par le maître de l'ouvrage doivent rédiger un Plan Particulier de Sécurité pour la Protection de la Santé (PPSPS), avant toute intervention sur le chantier.

Modalités pratiques de coopération	à charge	code du travail
<p>L'entreprise établit le PPSPS, préalablement aux travaux, dans un délai d'au moins 30 jours à compter de la réception du contrat signé par le Maître d'Ouvrage pour les lots principaux ou pour les marchés de travaux entrant en totalité ou partiellement dans la liste des travaux à risques particuliers, 8 jours pour les autres lots.</p> <p>L'établissement du PPSPS est précédé obligatoirement par une visite d'inspection commune avec le coordonnateur SPS.</p> <p>L'objet réel du PPSPS ou du PPSPS simplifié est de réaliser une analyse de risques générés par l'activité réelle de travail :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- des autres entreprises, du chantier et de son environnement ;</li> <li>- de l'entreprise sur les autres intervenants ;</li> <li>- de l'entreprise sur ses propres salariés.</li> </ul>	Toutes les entreprises désignées par le Maître d'ouvrage	En application des articles L. 4532-8 et L. 4532-9

## **DIFFUSION DES PPSPS**

Modalités pratiques de coopération	à charge	code du travail
<p>La diffusion du PPSPS est la suivante :</p> <p>⇒ 1 exemplaire est adressé pour avis au Coordonnateur SPS :</p> <p><b>DEKRA Industrial</b> <b>ACT CSPS BRETAGNE</b> <b>241 rue du Général Paulet</b> <b>CS 62845</b> <b>29200 BREST</b></p> <p>Après avis, un exemplaire devra être remis au coordonnateur SPS :</p> <p>⇒ 1 exemplaire au maître d'ouvrage ;</p> <p>⇒ 1 exemplaire doit être tenu en permanence à jour sur le chantier pour consultation par l'inspection du travail, la CARSAT/CRAM, l'OPPBT, la médecine du travail, les membres du CISSCT pour les opérations de 1<sup>ère</sup> catégorie, CHSCT ou les délégués du personnel.</p> <p>⇒ 1 exemplaire est adressé, avant toute intervention sur le chantier, à l'inspection du travail, au service prévention de la CARSAT / CRAM et à l'OPPBT :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• pour les entreprises chargées du gros œuvre ou du lot principal ;</li> <li>• pour l'entreprise appelée à exécuter des travaux présentant des risques particuliers suivant la liste fixée à l'arrêté du 25 février 2003.</li> </ul>	Toutes les entreprises désignées par le maître d'ouvrage, y compris les sous-traitants quel que soit leur rang	En application des articles R. 4532-70 et R. 4532-71

## **OBSERVATIONS DU COORDONNATEUR SPS**

Modalités pratiques de coopération	à charge	code du travail
------------------------------------	----------	-----------------



<i>Modalités pratiques de coopération</i>	<i>à charge</i>	<i>code du travail</i>
<p>Le coordonnateur SPS accuse réception du PPSPS sur le registre journal de la coordination SPS.</p> <p>Il note également sur le registre journal les observations éventuelles concernant le PPSPS, et diffuse une copie de ces observations aux entreprises concernées.</p> <p>Le Maître d'Oeuvre peut pour sa part, accuser réception des PPSPS et noter ses observations sur les comptes rendus de réunion de chantier.</p>	<p>Coordonnateur SPS</p> <p>Maître d'Oeuvre</p>	Articles R. 4532-13

## **HARMONISATION DES PPSPS ET LEUR MISE A JOUR**

<i>Modalités pratiques de coopération</i>	<i>à charge</i>	<i>code du travail</i>
<p>Le Coordonnateur SPS établit les observations sur les PPSPS faisant ressortir les points pour lesquels une harmonisation est nécessaire.</p> <p>Il consigne par écrit les conclusions de ces observations sur le registre journal de la coordination SPS, et en diffuse copie au maître d'oeuvre et aux entreprises concernées.</p> <p>Ces entreprises devront alors mettre à jour leur PPSPS en conséquence, et diffuser cette mise à jour.</p>	Coordonnateur SPS	En application de l'article R. 4532-48

## **MISE A JOUR DU PGC**

*Le coordonnateur SPS complète et adapte le PGC ou en fonction de l'évolution du chantier*

<i>Modalités pratiques de coopération</i>	<i>à charge</i>	<i>code du travail</i>
<p>Le plan général de coordination est complété et adapté en fonction de l'évolution du chantier et de la durée effective à consacrer aux différents types de travaux ou phases de travail.</p> <p>A partir de l'harmonisation des PPSPS, le coordonnateur SPS, en accord avec le maître d'oeuvre, juge de la nécessité de mettre à jour le Plan Général de Coordination SPS.</p> <p>S'il y a lieu, cette mise à jour sera effectuée par le coordonnateur SPS, et diffusée aux intervenants du chantier.</p> <p>Cette mise à jour sera enregistrée sur le registre journal de la coordination.</p> <p>La mise à jour du PGC, est présentée aux intervenants et commentée lors des réunions de coordination SPS, ainsi qu'à l'occasion des réunions du CISSCT (opérations de 1<sup>ère</sup> catégorie).</p>	Coordonnateur SPS	Articles R. 4532-47 et 48

## **SOUS-TRAITANT**

*Le sous-traitant, quel que soit son rang, a les mêmes obligations que l'entrepreneur titulaire : visite d'inspection commune et établissement du PPSPS avant toute intervention sur le chantier.*

<i>Modalités pratiques de coopération</i>	<i>à charge</i>	<i>code du travail</i>
<p>L'entreprise titulaire du marché a l'obligation de remettre le Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et Protection de la Santé à son sous-traitant, ainsi qu'un document précisant les mesures d'organisation générale qu'il a lui-même retenues en matière d'hygiène et de sécurité.</p> <p>Ce document pourra être son propre PPSPS.</p> <p>A partir de ce document, le sous-traitant établit son propre PPSPS.</p> <p>Le sous-traitant dispose de 30 (trente) jours à compter de la réception du contrat signé par l'entrepreneur titulaire du marché pour établir son PPSPS.</p> <p>Ce délai est ramené à 8 (huit) jours pour les travaux du second oeuvre lorsqu'il s'agit d'une opération de bâtiment ou pour les lots ou travaux accessoires dans le cas d'une opération de génie civil, dès lors que ceux-ci n'entrent pas dans la prévision de la liste fixée à l'arrêté du 25 février 2003 (travaux comportant des risques particuliers).</p>	Sous-traitants déclarés et agréés par le maître d'ouvrage	Article R. 4532-60



## **TRAVAILLEURS INDEPENDANTS**

Les travailleurs indépendants sont soumis aux règles essentielles de sécurité applicables sur les chantiers suivant les dispositions issues de la loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993.

Ces obligations sont précisées par les décrets 95-607 et 95-608 du 6 mai 1995 applicables depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1997.

Modalités pratiques de coopération	à charge	code du travail
Les travailleurs indépendants sont soumis aux mêmes dispositions que les autres entreprises intervenantes sur le chantier. Ils ont donc obligation d'effectuer une visite d'inspection commune et établir leur PPSPS avant toute intervention sur le chantier.	Travailleurs indépendants	Article R. 4535-1 et 4535-2

## **TRAVAIL DISSIMULE**

D'une manière générale, selon la loi n° 97-210 du 11 mars 1997, toute entreprise mettant du personnel sur un chantier devra être en règle vis-à-vis du droit du travail et fournira :

- son immatriculation à l'URSSAF en produisant une attestation de fournitures de déclarations sociales datant de moins d'un an ;
- son immatriculation au RCS en produisant un extrait K-bis ;
- une attestation sur l'honneur de bonne application des articles L. 3243-1, L. 3243-1, L. 3243-4, L.3231-8, L. 1221-10, L. 1221-13 et L. 1221-15, (respect du droit du travail) et L.8251-8, L.8252-1 et L.8252-2 (régularité de la situation des salariés de nationalité étrangère) du code du travail.

Les entreprises certifieront que le personnel qu'ils emploient sur le chantier est en règle vis-à-vis des dispositions légales et réglementaires relatives à l'emploi de main d'œuvre.

## **PRET DE MAIN D'OEUVRE**

Le prêt de main d'œuvre entre entreprises est soumis aux conditions légales exprimées dans le Code du travail, notamment les articles L.1251-1 et suivants (travail temporaire), L.8231-1 et suivants (marchandage), L.1253-1 et suivants (groupement d'employeurs), L.1221 et suivants (déclaration préalable à l'embauche), et L.8221-1 et suivants (travail dissimulé).

Le prêt de main d'œuvre à but lucratif est exclusivement réservé aux entreprises de travail temporaire.

Entre entreprises, il est réservé à celles qui pour des conditions d'intempéries ou insuffisance d'activité, ne peuvent employer leur propre personnel et, de ce fait, le « prête » à des entreprises qui ne sont pas confrontées aux mêmes problèmes. Dans ce cas, l'entreprise prêteuse ne devra pas réaliser de profit sur cette opération. Seuls peuvent être facturés les salaires versés, les charges sociales afférentes, et les frais professionnels remboursés.

Le prêt de main d'œuvre doit faire l'objet d'un contrat, il comportera au minimum les éléments suivants :

- Nom, prénom, qualification, attestation médicale des employés prêtés.
- Heures de présence et emploi sur le chantier.
- L'identité du responsable de l'entreprise utilisatrice qui aura à gérer le personnel sur le site.

La non présentation de ce dossier obligera le coordonnateur SPS à demander au maître d'ouvrage l'interdiction de la prestation du personnel de l'entreprise prêteuse, ainsi qu'une diffusion de l'information vers l'inspection du travail.

## **RECENSEMENT DES ACCIDENTS DU TRAVAIL**

Chaque entreprise titulaire transmettra au coordonnateur SPS, en début de chaque mois, une fiche de recensement des accidents du travail en prenant en compte les travaux sous-traités.



## **Collège interentreprises de sécurité, de santé et des conditions de travail (CISSCT)**

Le projet de règlement du CISSCT est élaboré par le coordonnateur SPS en phase conception.  
Il doit être joint aux documents du DCE adressé par le Maître d'ouvrage aux entrepreneurs.

Le CISSCT doit être constitué par le maître d'ouvrage 21 jours avant le début effectif des travaux.

Sur l'initiative du président du CISSCT, le collège est réuni pour adopter le règlement.  
Le CISSCT est présidé par le Coordonnateur SPS de la phase réalisation.

Le projet de règlement du CISSCT est joint en annexe du présent PGC.

## Annexe(s)

(Liste à compléter selon besoins)

<b>ANNEXE 1</b>  <b>LISTE DES LOTS ET/OU ENTREPRISES</b> <b>DESIGNES PAR LE MAITRE DE L'OUVRAGE</b>
--

- Liste des lots, entreprises désignées par le maître d'ouvrage

<i>Lots</i>	<i>Titulaire ou ST</i>	<i>Entreprises</i>	<i>Représentant</i>	<i>Téléphone Fax mail</i>
<b>LOT 1 - TERRASSEMENT / VRD / AMÉNAGEMENTS EXTÉRIEURS</b>	T			
<b>LOT 2 - GROS- OEUVRE</b>	T			
<b>LOT 3 - CHARPENTE MÉTALLIQUE</b>	T			
<b>LOT 4 - COUVERTURE - ETANCHEITE</b>	T			
<b>LOT 5 - BARDAGE</b>	T			
<b>LOT 6 - MENUISERIES EXTERIEURES</b>	T			
<b>LOT 7 - SERRURERIE - METALLERIE</b>	T			
<b>LOT 8 - CLOISONS - DOUBLAGE - FAUX PLAFOND</b>	T			
<b>LOT 9 - MENUISERIES INTERIEURES</b>	T			



<i>Lots</i>	<i>Titulaire ou ST</i>	<i>Entreprises</i>	<i>Représentant</i>	<i>Téléphone Fax mail</i>
<b>LOT 10 - REVETEMENTS DE SOLS ET DES MURS - FAUX PLANCHER</b>	T			
<b>LOT 11 - PEINTURE</b>	T			
<b>LOT 12 - PLOMBERIE / SANITAIRES</b>	T			
<b>LOT 13 - CHAUFFAGE / VENTILATION / CLIMATISATION / DÉSENFUMAGE</b>	T			
<b>LOT 14 - ÉLECTRICITÉ - COURANTS FORTS / COURANTS FAIBLES / SYSTÈME DE SÉCURITÉ INCENDIE / FOUDRE</b>	T			
<b>LOT 15 - EQUIPEMENTS MECANIQUES</b>	T			
<b>LOT 16 - CONTRÔLE- COMMANDE / CYBERSÉCURITÉ</b>	T			





## ANNEXE 2

### PROJET DE REGLEMENT DU CISSCT

REGLEMENT DU COLLEGE  
INTERENTREPRISE, DE SECURITE, DE  
SANTÉ ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL

# CISSCT

**Op 677\_Construction d'un atelier de maintenance parachutes, engins de sauvetage et sièges éjectables**

BP 20834

29408 LANDIVISIAU CEDEX



**DEKRA Industrial**  
241 rue du Général Paulet  
CS 62845  
29200 BREST

Tél 02.99.86.72.11

**Affaire n° : 5394358A**

**Coordonnateurs SPS**

Conception: GREGORY ALLANIC  
Réalisation: GREGORY ALLANIC

#### **Modifications et évolutions du règlement du CISSCT**

Date	Indice	Modifications apportées
13/03/2026	A	Version initiale



## Sommaire

Article 1 : Constitution et durée .....	41
Article 2 : Missions .....	41
Article 3 : Responsabilités .....	41
Article 4 : Composition .....	41
• Le collège comprend : .....	41
- des membres ayant voix délibérative : .....	41
- des membres ayant voix consultative : .....	41
- des participants à titre consultatif : .....	41
Article 5 : Fonctionnement du Collège .....	41
• Attributions du président .....	41
• Réunions du collège .....	42
Réunion constitutive : .....	42
Première réunion : .....	42
Périodicité des réunions : .....	42
• Convocations aux réunions .....	42
• Adoption des décisions .....	42
Article 6 : Procédures propres à assurer le respect des règles communes relatives à la sécurité, à la santé et aux conditions de travail .....	42
Article 7 : Conditions de la vérification de l'application des mesures prises par le coordonnateur SPS ou par le collège .....	43
Article 8 : Procédure de règlement de difficulté .....	43



## **ARTICLE 1 : CONSTITUTION ET DUREE**

Un **Collège Interentreprises de Sécurité, de Santé et des Conditions de Travail** (CISSCT) est constitué conformément à l'Article L. 4532-10 du code du travail sur le chantier :

Op 677\_Construction d'un atelier de maintenance parachutes, engins de sauvetage et sièges éjectables  
BP 20834  
29408 LANDIVISIAU CEDEX

Sauf cas particulier précisé dans les contrats ou soumis à l'approbation du collège, le maître d'ouvrage prononce sa dissolution à la réception des travaux.

## **ARTICLE 2 : MISSIONS**

Les missions du collège, définies par l'article L 4532-13 et découlant des articles R. 4532-85 et 86, R. 4532-88 et 89 du code du travail, seront les suivantes :

- Définir, notamment sur proposition du coordonnateur SPS, certaines règles communes destinées à assurer le respect des mesures de sécurité et de protection de la santé applicables aux chantiers ;
- Vérifier que l'ensemble des règles prescrites soit par le collège, soit par le coordonnateur SPS, est effectivement mis en œuvre ;
- Examiner, en tant que de besoin, la formation et l'information des salariés dispensées par les entreprises ;
- Décider de formations à la sécurité complémentaires à celles dispensées par les entreprises ;
- Examiner les questions relevant de la compétence du collège, posées par écrit par les membres du collège et portées à l'ordre du jour par le président ;
- Examiner les causes de tout accident ayant eu ou ayant pu avoir des conséquences graves.

## **ARTICLE 3 : RESPONSABILITES**

L'intervention du CISSCT ne modifie pas la nature et l'étendue des responsabilités qui incombent aux participants à l'opération, en application des autres dispositions du code du travail, ni les attributions des institutions représentatives du personnel compétentes en matière d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail.

## **ARTICLE 4 : COMPOSITION**

**Le collège comprend :**

### ***- des membres ayant voix délibérative :***

- le coordonnateur SPS de réalisation, président du collège ;
- le coordonnateur SPS de conception, s'il est différent ;
- le maître d'œuvre ;
- le chef, ou son représentant habilité, de chacune des entreprises intervenant sur le chantier et tenue de participer aux travaux du collège.

### ***- des membres ayant voix consultative :***

- pour chacune des entreprises intervenant sur le chantier et tenue de participer aux travaux du collège, un salarié effectivement employé sur le chantier, désigné par le Comité Social Economique, ou à défaut, par les délégués du personnel ou, en leur absence, choisi par les membres de l'équipe appelée à intervenir sur le chantier.

### ***- des participants à titre consultatif :***

- les représentants de l'autorité administrative compétente en matière d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail ;
- les représentants de l'organisme professionnel d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail constitué dans la branche d'activité du bâtiment et des travaux publics ;
- les représentants des organismes de sécurité sociale compétents en matière de prévention des risques professionnels ;
- les médecins du travail.

## **ARTICLE 5 : FONCTIONNEMENT DU COLLEGE**

### **Attributions du président**

Le Président :

- convoque les membres du collège et les participants aux réunions ;
- arrête l'ordre du jour des réunions ;
- préside les réunions avec voix prépondérante ;



- fait adopter le projet de règlement par le CISSCT et le transmet conformément aux textes ;
- rédige et diffuse les procès-verbaux des réunions ;
- consigne les procès-verbaux des réunions dans le registre du CISSCT prévu à cet effet ;
- représente le collège à l'égard des tiers et a autorité, le cas échéant, sur le personnel mis à la disposition du collège ;
- répond par écrit aux questions posées par les membres des comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail ou, à défaut, les délégués du personnel des établissements appelés à intervenir sur le chantier et en informe les membres du collège.

## **Réunions du collège**

### **Réunion constitutive :**

Le collège interentreprises de sécurité, de santé et des conditions de travail est constitué par le maître d'ouvrage au plus tard vingt et un jours avant le début des travaux. Cette constitution peut donner lieu à une réunion constitutive à laquelle sont convoqués les membres et participants au collège connus à la date de convocation.

### **Première réunion :**

Le collège interentreprises de sécurité, de santé et des conditions de travail se réunit pour la première fois, sur convocation de son président, dès que deux entreprises au moins, sont effectivement présentes sur le chantier.

L'ordre du jour de cette réunion comprend l'adoption du règlement du CISSCT, à moins que cette adoption n'ait eu lieu à l'occasion de la réunion constitutive ainsi que l'établissement du calendrier prévisionnel des réunions.

### **Périodicité des réunions :**

La périodicité des réunions plénières est fixée à 3 mois.

Elle pourra être réduite à certains moments, sur proposition du président, si l'importance et la nature des travaux le justifient.

Chaque réunion est précédée d'une inspection de chantier.

En outre, des réunions pourront avoir lieu en dehors des dates initialement arrêtées, sur convocation de son président,

- à la demande de la majorité des représentants ayant voix délibérative ;
- à la demande motivée du tiers des membres représentant les salariés ;
- à la suite de tout accident ayant eu ou ayant pu avoir des conséquences graves.

## **Convocations aux réunions**

Sauf en cas de réunion d'urgence, les convocations écrites sont adressées au plus tard, 15 Jours avant la réunion, à tous les membres du collège et aux participants.

L'ordre du jour, arrêté par le président, ainsi que, le cas échéant, le procès-verbal de la réunion précédente, sont annexés à la convocation.

## **Adoption des décisions**

Les décisions du CISSCT sont adoptées à la majorité des membres présents ayant voix délibérative. En cas de partage des voix, celle du président emporte la décision.

Les décisions du CISSCT sont immédiatement exécutoires et, sauf spécifications contraires, s'appliquent à toutes les entreprises concernées présentes sur le chantier, ainsi qu'à celles qui y arriveront ultérieurement.

## **ARTICLE 6 : PROCEDURES PROPRES A ASSURER LE RESPECT DES REGLES COMMUNES RELATIVES A LA SECURITE, A LA SANTE ET AUX CONDITIONS DE TRAVAIL**

Outre l'inspection du chantier précédant la réunion du collège, les procédures propres à cette opération sont les suivantes :

- maintien du chantier clos et indépendant vis-à-vis des contraintes d'exploitation du site ;
- limiter la propagation de nuisances telles que bruits, poussières, ... ;
- mécanisation des personnes et des charges mutualisée ;

Le CISSCT pourra adopter, en cours de chantier, des procédures complémentaires en fonction des règles communes, que sera amené à définir le collège en cours de chantier, notamment sur proposition du coordonnateur SPS.

Le collège pourra voter le recours à un animateur sécurité sur le chantier, dont la charge sera répartie entre les entreprises.

L'animateur sécurité ne pourra exister sur le chantier qu'à la demande et après vote des entreprises présentes et ce, pour une durée fixée par les entreprises.

Les fonctions techniques ou administratives assumées par l'animateur sécurité sont les suivantes :



- Visiter le chantier et signaler aux responsables des entreprises concernées et au coordonnateur SPS, tout manquement observé aux mesures de prévention prescrites par la réglementation ou adoptées par le Collège ou même, simplement, prévues au plan PPSPS.
- Etudier avec eux, si besoin est, les mesures et dispositions à prendre en exécution de ces prescriptions ;
- Attirer l'attention des entreprises du chantier sur l'application des règles et emplois des dispositifs de sécurité ;
- Conseiller toutes mesures utiles à la santé des travailleurs et, plus spécialement, à la prévention des maladies professionnelles ;
- Participer à l'étude préalable à la mise en harmonie des PPSPS des entreprises effectuée par le coordonnateur SPS ;
- S'assurer que chaque entreprise applique bien les dispositions prévues à son plan particulier de sécurité ;
- Veiller à l'exécution de toutes les décisions prises par le collège ;
- Suggérer au président de provoquer, pour les travaux complémentaires non initialement prévus, la coordination des mesures de sécurité entre les entreprises intéressées ;
- Assurer la diffusion des affiches et consignes de sécurité ;
- Organiser les différentes manifestations préconisées par le collège pour la formation du personnel du chantier en matière de sécurité : enseignement du secourisme, exercice de lutte contre l'incendie... ;
- Proposer au collège toutes dispositions nouvelles qui lui paraîtraient nécessaires ;
- Collecter et transmettre au président, après annotation, les rapports d'accidents corporels établis par les entreprises en vue d'un examen en réunion du collège ;
- Dresser et tenir à jour les statistiques accidents ;
- Participer aux enquêtes de l'OPPBTP à la suite des accidents graves ;
- Présenter, sur demande du président, le compte-rendu de son activité depuis la réunion plénière précédente du collège ;
- Fournir à l'entité support et aux entreprises qui en feraient la demande, les éléments de base nécessaire au règlement et à la ventilation des dépenses dans le cas où il serait intervenu dans l'engagement de ces dépenses au nom et sur ordre du collège.

L'agent de sécurité n'a aucun pouvoir de commandement à l'égard du personnel des entreprises et ne peut, ni ne doit, se substituer à celles-ci en ce qui concerne l'exécution des mesures de sécurité.

Toutefois, chaque entreprise est réputée avoir habilité l'agent de sécurité pour qu'il puisse intervenir directement auprès du président pour parer à tout risque immédiat d'accident.

Dans le cas d'une telle intervention, les mesures arrêtées par le Président seront à la charge de l'entreprise dont la carence est à l'origine du risque constaté.

## **ARTICLE 7 : CONDITIONS DE LA VERIFICATION DE L'APPLICATION DES MESURES PRISES PAR LE COORDONNATEUR SPS OU PAR LE COLLEGE**

Pour cette opération, la vérification de l'application des mesures prises par le coordonnateur SPS ou par le collège se fera dans les conditions suivantes :

- lors des visites inopinées du Coordonnateur SPS ;
- lors de la participation du Coordonnateur SPS aux réunions de chantier

Le CISSCT pourra adopter en cours de chantier, notamment sur proposition du coordonnateur SPS, des conditions de vérifications complémentaires.

## **ARTICLE 8 : PROCEDURE DE REGLEMENT DE DIFFICULTE**

Tout différend entre les membres du CISSCT fera l'objet d'une tentative de conciliation par le président du collège.

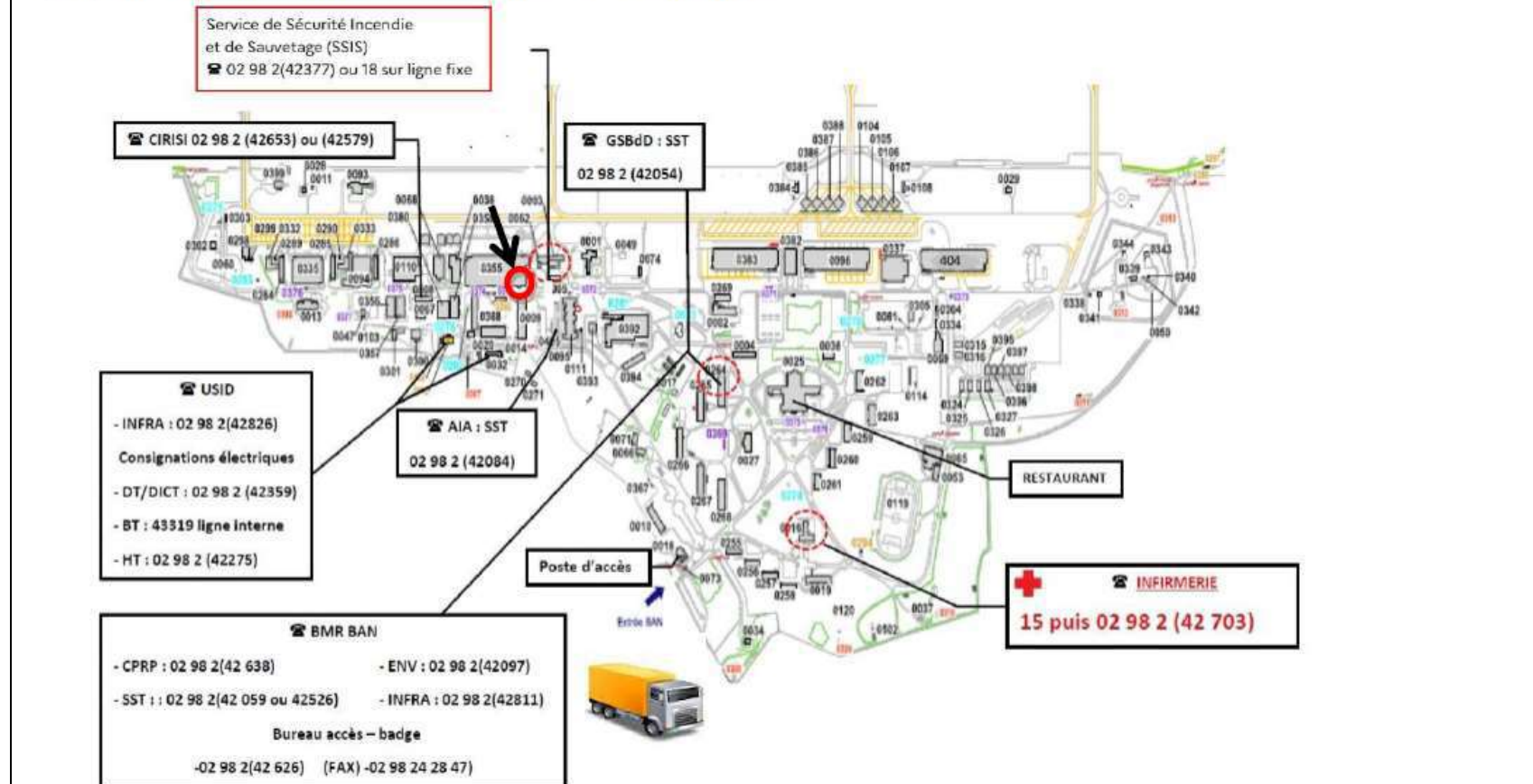
Tout différent, qui persisterait à l'issue de cette tentative, sera soumis à l'arbitrage du maître d'ouvrage. En cas de persistance, le litige est porté au registre journal du CISSCT, sans préjudice des règles générales prévues par les contrats en matière de règlement des litiges.

***En cas d'absence non excusée aux réunions, les entreprises dont la présence est requise se verront appliquer une pénalité forfaitaire fixée à 250,00 Euros par absence.***

## ANNEXE 3




### CONSIGNES DE SECURITE DU SITE

#### 6. MESURES DE SECURITE POUR LES RISQUES SPECIFIQUES.









**Consignes de sécurité BAN LANDIVISIAU**

INCENDIE - ACCIDENTS	
 <p><b>ALERTER</b> Depuis POSTE FIXE <b>18</b> (ou 42 377)  Depuis MOBILE 02 98 24 23 77</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Gardez votre calme.</li> <li>➤ Donnez l'ordre d'évacuer (à la voix, déclencheur manuel...)</li> <li>➤ Donnez l'alerte en téléphonant aux marins-pompiers (18 ou 42 377 PC Sécurité : diffusion site).</li> <li>➤ Donnez le lieu exact et la nature du sinistre.</li> <li>➤ Ne pas raccrocher sans en avoir reçu l'ordre.</li> </ul>
 <p><b>AGIR SUR LE FEU</b></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Suivant la nature du feu, coupez les alimentations (électricité, fuel, ...).</li> <li>➤ Attaquez le foyer au moyen des extincteurs appropriés ou des RIA, sans prendre de risque.</li> <li>➤ Confiner le local sinistré.</li> </ul>
 <p><b>GUIDER LES SECOURS</b></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Attendez-les et guidez-les.</li> <li>➤ Informez-les des dispositions prises.</li> <li>➤ Signalez s'il manque du personnel à l'appel.</li> </ul>


EVACUATION	
 <p><b>A L'ALERTE</b></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Dès l'évacuation ou à la diffusion du signal sonore d'évacuation, QUITTEZ les lieux en fermant portes et fenêtres, puis rallier le point de rassemblement prévu de votre bâtiment, sans faire demi-tour.</li> </ul>
 <p><b>EVACUER</b></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Prévenez vos voisins en évitant la panique.</li> <li>➤ N'empruntez jamais l'ascenseur.</li> <li>➤ Si les couloirs sont envahis par la fumée, NE SORTEZ PAS.</li> <li>➤ Si vous êtes bloqué dans les fumées, BAISSÉ-VOUS, l'air frais est près du sol.</li> <li>➤ Allez aux fenêtres et manifestez votre présence.</li> <li>➤ Mettez-vous aux ordres des responsables.</li> <li>➤ Au point de rassemblement défini ci-dessous :</li> </ul>
 <p><b>RECENSER</b></p>	<p>LOCALISATION P.R. :</p> <div style="border: 1px solid black; padding: 5px; text-align: center; color: red;"> <b>Parking poste d'accès principal</b> </div>
MALAISES - BLESSES	
 <p><b>ALERTER</b></p>	<p>le SAMU au <b>15</b>, puis l'Antenne Médicale au 02982 <b>42703</b></p>

*La 1<sup>ère</sup> intervention est effectuée par celui qui découvre le sinistre.*

*En attendant l'arrivée des secours, appliquez les gestes qui sauvent !*

CONSEILS PRATIQUES DE PREVENTION	
 <p><b>RESPECTER LE MATERIEL DE SECURITE</b></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ RESPECTEZ LES DISPOSITIFS DE SECURITE (désenfumage, RIA, colonne sèche, déclencheur manuel, extincteurs, ...).</li> <li>➤ Laissez libre les voies d'accès réservées aux marins-pompiers (issues de secours, emplacement, ...).</li> <li>➤ Ne mettez pas d'obstacles à la fermeture des portes (cales, ...), conservez les sorties libres.</li> <li>➤ N'encombrez pas les extincteurs et les postes d'incendie (RIA déclencheurs manuels, ...).</li> <li>➤ En cas de doute (odeur suspecte, ...), prévenez les secours. Pas de changement de configuration du local.</li> <li>➤ Fermez les portes et les fenêtres en quittant votre lieu de travail</li> </ul>

mise à jour le 16/06/2020 par BMR + SSIS